



ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2013 ET RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL DEPOSEE AUPRES DE L'AMF LE 04 AOUT 2014

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 mars 2014
sous le numéro D. 14-0128.



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'AMF le 04 août 2014 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

I Rapport d'activité semestriel	1
I.1 Le Groupe La Banque Postale.....	1
I.2 Environnement et faits marquants	3
I.2.1 Environnement économique et financier	3
I.2.2 Groupe La Banque Postale : Faits majeurs au 1er semestre 2014.....	3
I.3 Résultats du premier semestre 2014	10
I.4 Notations	10
I.5 Facteurs de risques et d'incertitudes	11
I.6 Informations sur les parties liées	11
II Gouvernement d'entreprise	12
III Gestion des risques	13
III.1 Risque de contrepartie	13
III.2 Risque de liquidité	14
III.3 Risques de marché	15
III.4 Risque global de taux	16
III.5 Ratios prudentiels.....	13
III.6 Tableau de variation des expositions souveraines GIIPes.....	18
III.7 Risques juridiques.....	19
IV Information financière au 30 juin 2014	21
V Informations complémentaires	67
V.1 Statuts	69
V.2 Changements significatifs	69
V.3 Accessibilité du Document de Référence au public.....	69
V.4 Tendances	69
VI Responsables du contrôle des comptes	70
VII Responsable de l'actualisation du document de référence	71
VIII Table de concordance de l'actualisation	72
IX Table de concordance du rapport financier semestriel	77

I Rapport d'activité semestriel

I.1 Le Groupe La Banque Postale

La Banque Postale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, est la société mère du Groupe La Banque Postale.

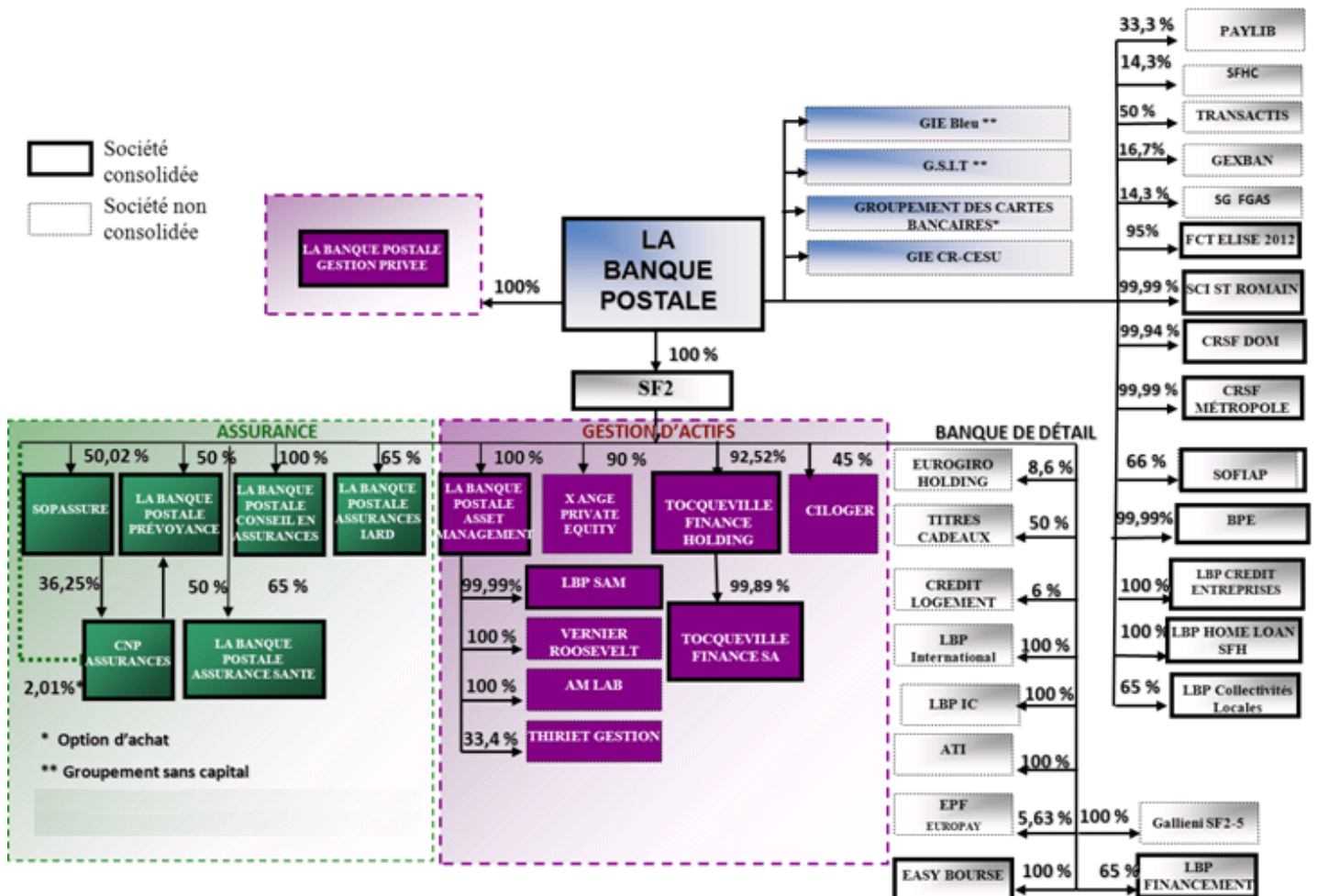
Héritière des Services financiers de La Poste, elle a, à ce titre, repris les valeurs de confiance, d'accessibilité et de proximité du Groupe, lui conférant dès l'origine un positionnement original et unique sur le marché français. Cette politique se traduit par une stratégie constante fondée sur des tarifs de prestations modérés, une accessibilité à tout client et une offre de produits simples axés sur l'essentiel.

Le Groupe La Banque Postale emploie directement plus de 3 600 salariés répartis sur l'ensemble du territoire français. Par ailleurs, les 16 300 collaborateurs des Services financiers de La Poste (dont 12900 dans les Centres financiers) sont placés sous la responsabilité du président du Directoire de La Banque Postale en sa qualité de directeur général adjoint de La Poste en charge des Services financiers. Cette organisation repose notamment sur 23 Centres financiers (19 Centres financiers métropolitains, 4 Centres financiers des départements d'outre-mer), et 6 Centres financiers nationaux disposant d'une expertise spécifique et sur une direction informatique dédiée. Elle s'appuie également sur 41 filiales et participations stratégiques.

L'activité du Groupe La Banque Postale est centrée sur les activités de banque de détail en France et plus particulièrement sur la clientèle de particuliers. Elle est organisée autour de trois secteurs d'activités :

- la Banque de détail en France, son cœur de métier, principalement orientée sur une clientèle de particuliers étendue aux personnes morales depuis 2011 et aux collectivités locales depuis 2012 ;
- l'Assurance (vie, prévoyance, dommages et santé) ;
- la Gestion d'Actifs (sociétés de gestion d'actifs et gestion privée).

Organigramme au 30 juin 2014 :



I.2 Environnement et faits marquants

I.2.1 Environnement économique et financier

Croissance mondiale plus modérée qu'avant crise, reprise lente dans la zone euro

- En tendance, la croissance mondiale reste plus modérée qu'avant crise (proche de 3% en rythme annuel) et ne suscite en conséquence aucune tension sur les cours des matières premières. Dans la zone euro, la reprise économique est restée lente et l'inflation est tombée à un niveau bas.

Baisse des taux d'intérêt

- Dans la zone euro, la lenteur de la reprise, la faiblesse de l'inflation et, début juin, de nouvelles mesures de soutien monétaire de la BCE ont été les causes d'une rechute des taux d'intérêt, y compris pour les emprunts des Etats membres les moins bien notés. Le rendement de l'OAT 10 ans est repassé sous la barre de 2%. Les taux interbancaires, qui remontaient depuis le début de l'année à cause d'une réduction des excédents de liquidités bancaires, ont rechuté aussi fin juin, à moins de 0,05% pour l'EONIA et vers 0,2% pour l'Euribor 3 mois.

Marchés de l'épargne et du crédit en France : des flux faibles

- Le flux de placements financiers des Français est resté faible au 1^{er} semestre 2014 malgré un taux d'épargne encore élevé.
- Après un rebond en 2013 dû aux rachats de crédits suscités en début d'année par les taux d'intérêt très bas, la production de nouveaux crédits à l'habitat s'est essoufflée au 1^{er} semestre sous l'effet d'une correction modérée du marché immobilier (recul des transactions, repli des prix).

I.2.2 Groupe La Banque Postale : Faits majeurs au 1er semestre 2014

- Dans le cadre de sa dynamique de développement sur le marché des particuliers et notamment sur le crédit immobilier, La Banque Postale a acquis 66% de la SOFIAP, filiale de crédit dédiée aux agents de la SNCF, codétenue avec la SNCF.
- La Banque Postale a renforcé sa gamme de produits à destination des clients patrimoniaux avec le lancement de trois nouveaux contrats d'assurance-vie haut de gamme : Cachemire 2 et Cachemire Patrimoine, proposés en partenariat avec la CNP, ainsi que Satinium, contrat de mandat de gestion.
- Banque et citoyenne, La Banque Postale a poursuivi le déploiement de « L'Appui », son dispositif d'accompagnement bancaire et budgétaire. La qualité de ce service a par ailleurs été reconnue par les pouvoirs publics, « L'Appui » ayant été retenu parmi les 15 initiatives soutenues par l'Etat dans le cadre de « La France s'engage ».
- La Banque Postale a poursuivi au premier semestre 2014 le renforcement de sa structure financière en finalisant le 11 avril 2014 une émission subordonnée Tier 2 de 750 millions d'euros, de maturité 12 ans. L'émission a attiré un carnet d'ordres de près de 3 milliards d'euros réparti sur plus de 150 investisseurs. Ce succès confirme l'intérêt et la confiance des investisseurs institutionnels pour la signature de La Banque Postale.

I.3 Résultats du premier semestre 2014

Résultats consolidés du Groupe au 1^{er} semestre 2014

La Banque Postale Prévoyance était précédemment intégrée proportionnellement dans les comptes du groupe. A l'issue de l'analyse conduite sur cette entité détenue par le Groupe et CNP Assurances, les liens existants entre La Banque Postale et sa filiale, ainsi que la montée en autonomie de cette dernière, permettent, en application des principes édictés par IFRS10, de conclure à un contrôle par le Groupe et de la consolider en intégration globale au 1^{er} janvier 2013.

Résultat consolidé (en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013 ¹	%
<i>Principales lignes du compte de résultat consolidé</i>			
Produit net bancaire	2854	2786	2.4%
Frais de gestion	2317	2297	0.9%
Résultat brut d'exploitation	537	489	9.8%
Coût du risque	72	78	-7.4%
Résultat d'exploitation	465	411	13.0%
Mise en équivalence CNP	114	111	3.0%
Résultat courant avant impôts	579	531	9.1%
Impôts et minoritaires	-199	-166	20.1%
Résultat net part du Groupe	380	365	4.2%
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>81.5%</i>	<i>82.7%</i>	

Le **résultat net part du Groupe** de La Banque Postale s'élève pour le premier semestre 2014 à 380 millions d'euros, en hausse de 4,2 % par rapport à 2013.

Ce résultat traduit une croissance vigoureuse de l'activité dans tous les pôles métiers et la poursuite de l'amélioration de la rentabilité du groupe.

Le **résultat brut d'exploitation** s'élève à 537 millions d'euros, en progression de 9,8 % par rapport au premier semestre 2013.

Cette forte hausse provient :

- d'une croissance du **produit net bancaire** (+2,4 %) à 2 854 millions d'euros. Hors effets non récurrents et à périmètre constant², il progresse de 3,1%, tiré par le dynamisme commercial, plus particulièrement marqué dans le pôle banque de détail.

- d'une bonne maîtrise des **frais de gestion** dans un contexte de développement des nouvelles activités et de poursuite des investissements. Les charges s'établissent à 2 317 millions d'euros, en augmentation de 0,9% par rapport au premier semestre 2013.

¹ Pro forma de l'intégration globale de LBPP sur 2013

² Effet périmètre et élément non récurrent : BPE, SOFIAP, SCI Tertiaire Saint Romain, Dotation Epargne logement.

A périmètre constant³, les charges sont quasi stables (+0,3%), reflétant les efforts du groupe dans la recherche de l'amélioration de son efficacité opérationnelle.

Le **coefficient d'exploitation** s'établit ainsi à 81,5 %, en amélioration de 1.2 point sur un an.

Les efforts portés sur la maîtrise des risques en accompagnement de la forte croissance des activités de crédits, se traduisent au 1^{er} semestre par une baisse du coût du risque de 7.4% à 72 millions d'euros. Celui-ci se maintient ainsi à un niveau faible, à 24 points de base des encours contre 31 points de base à fin juin 2013.

Le résultat d'exploitation est en hausse de 13,0% à 465 millions d'euros.

La quote-part de **résultat mis en équivalence de la CNP** atteint 114 millions d'euros au premier semestre 2014, en hausse de 3,0% sur un an.

Structure Financière

Le ratio **Common Equity Tier 1 fully loaded**⁴ s'élève à **11,0%** au 30 juin 2014, en baisse de 20 pb par rapport au 31 décembre 2013 du fait de la croissance des activités de crédit. Le groupe maintient son objectif de ratio **Common Equity Tier 1 fully loaded de 9,5%** en méthode standard avec application du compromis danois.

Le ratio global de solvabilité s'élève à 13,6 % au 30 juin 2014, contre 12,8 % au 31 décembre 2013.

La position de liquidité de La Banque Postale reste très favorable :

- Le ratio crédits/dépôts s'établit à 72%⁵ contre 67% fin 2013, la progression par rapport à fin 2013 provenant du rééquilibrage progressif du bilan lié au développement du crédit.
- Le ratio LCR⁶ à fin juin 2014 s'établit à 163%.

³ Effet périmètre: BPE, SOFIAP, SCI Tert St Romain

⁴ CRDIV-CRR, avec application du compromis Danois. Le ratio CRDIV-CRR avec phased-in s'élève à 9,8% au 30 juin 2014.

⁵ Le ratio crédits sur dépôts du Groupe est déterminé comme le rapport entre les prêts et les dépôts, définis selon des règles précises, excluant les encours d'épargne centralisés à la CDC.

⁶ Ratio Estimé au 30 juin 2014

Activités et résultats par secteur d'activité

La banque de détail

Au premier semestre 2014, le résultat du secteur d'activité banque de détail reste le moteur principal du Groupe, contribuant pour 81% à son résultat d'exploitation.

Banque de détail (en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	%
Produit net bancaire	2678	2628	1.9%
Frais de gestion	2234	2228	0.3%
Résultat brut d'exploitation	444	400	11.0%
Coût du risque	67	74	-8.7%
Résultat d'exploitation	377	327	15.4%

RESULTATS COMMERCIAUX CLIENTELE DES PARTICULIERS

Progression des encours d'épargne et de dépôts à vue

Les encours de dépôts à vue des clients particuliers de La Banque Postale progressent de 4,3% à 46,1 milliards d'euros.

Les encours de Livret A et LDD sont stables après deux années de forte augmentation suite au relèvement du plafond de ces produits. Fin juin 2014, ils s'établissent à **71,9 milliards** (+0,1%). Après un premier semestre 2013 en décollecte, l'épargne logement affiche au 30 juin 2014 une collecte de 112 millions d'euros.

Les encours d'assurance-vie **progressent de 3,0 % à 120,1 milliards d'euros** ce semestre marquant le redressement de la collecte à plus de 100 millions d'euros, notamment sous l'effet du succès de la commercialisation des contrats **Cachemire 2, Cachemire Patrimoine, et Satinium**, qui enregistrent une collecte brute de 1,5 milliard d'euros. Les encours bénéficient également de la dynamique positive des marchés et de la bonne performance des mandats de gestion. La part des unités de compte dans la collecte brute continue par ailleurs sa progression, de 7,4% à fin juin 2013 à 10,5%⁷ au 30 juin 2014.

Les encours d'OPCVM des particuliers sont quasi stables (-0,5%) à 14,6 milliards d'euros.

Croissance de l'équipement de la clientèle de particuliers

Le taux d'équipement client s'est fortement amélioré sur le semestre.

⁷ Périmètre CNP Assurances

Le parc de cartes de paiement représente plus de 7,7 millions d'unités au 30 juin 2014, soit une hausse de 1,7 %⁸.

La banque enregistre un niveau de souscription de plus de 417 000 formules de comptes sur le premier semestre 2014.

Développement des activités de crédits dans un marché atone

Les encours de crédits aux particuliers sont en hausse de 8,3% par rapport au premier semestre 2013 à 56,9 milliards d'euros. Hors intégration des crédits immobiliers de la SOFIAP, la hausse est de 5,4%.

Au premier semestre 2014, **près de 4 milliards d'euros de prêts immobiliers ont été mis en force**, contre 4,1 milliards d'euros au premier semestre 2013.

Cette croissance des encours est le résultat d'une politique tarifaire adaptée, associée à une bonne tenue des marges, ainsi que de la dynamique créée par l'engagement de La Banque Postale sur l'accession sociale à la propriété.

Conformément à la stratégie menée depuis le lancement de son activité de financement de l'habitat, ce développement a été réalisé en suivant une politique d'octroi prudente, le portefeuille de crédits conservant son caractère peu risqué (2 points de base des encours au 30 juin 2014).

Les encours de crédits immobiliers augmentent ainsi de 7,8% à 52,4 milliards d'euros. Hors intégration de SOFIAP, la progression est de 4,7 %.

La progression des crédits à la consommation mis en force est de +12% par rapport au 30 juin 2013. Le fort niveau de la production (plus d'un milliard d'euros) s'explique par la qualité de l'offre de la banque, développée depuis 2010, et par sa très bonne dynamique commerciale dans le réseau physique.

Les encours sont ainsi en hausse de 22,6 % par rapport au 30 juin 2013 et s'établissent à 3,7 milliards d'euros.

RESULTATS COMMERCIAUX CLIENTELE PERSONNES MORALES

Les encours de dépôts à vue personnes morales de La Banque Postale sont en hausse de 23% par rapport au premier semestre à 3,7 milliards d'euros.

L'activité de financement du secteur public local, lancée fin 2012, poursuit sa croissance rapide avec plus de **1,9 milliard d'euros de crédits octroyés**.

La Banque Postale poursuit en parallèle son développement sur le marché des entreprises, PME et professionnels avec des **encours de crédits qui ont progressé de près de 68% par rapport au premier semestre 2013 pour atteindre 2,3 milliards d'euros**.

⁸ A fin mai 2014

Résultats financiers de la banque de détail

Le premier semestre 2014 est marqué par une forte croissance des résultats financiers de l'activité, sous l'impulsion de la dynamique commerciale.

Le Produit Net Bancaire de la Banque de Détail est en hausse de 1,9 % à 2 678 millions d'euros. A périmètre constant hors éléments non récurrents⁹, il progresse de 2,6%.

Le Produit Net Bancaire dégagé par les opérations commissionnées, en hausse de 4,7 % au S1 2014, s'établit à 1 014 millions d'euros, sous l'effet de la croissance des commissions sur moyens de paiement, liée à la forte hausse de l'équipement clientèle.

La marge nette d'intérêt s'établit à 1 731 millions d'euros au 30 juin 2014, en hausse de 1,1 %. Hors dotation épargne logement, la hausse est de 3.1%. Cette progression est attribuable à la hausse des encours de dépôts à vue, à la croissance des crédits immobiliers et à la bonne tenue des marges.

Les frais de gestion de la banque de détail restent maîtrisés, en légère hausse de 0,3 % à 2 234 millions d'euros, traduisant les investissements réalisés par la banque pour le développement des activités de financement des personnes morales et des nouvelles acquisitions. A périmètre constant¹⁰, les charges sont en diminution de 0,3%.

Les charges liées aux conventions et services entre La Banque Postale et La Poste baissent de -1,5 % à 1,6 milliard d'euros, principalement sous l'effet de la baisse des charges refacturées par La Poste au titre des prestations réalisées au guichet et des conventions relatifs aux services financiers.

Le coût du risque de l'activité de banque de détail s'établit à 67 millions d'euros, en baisse de 11,6 % à périmètre constant¹¹ par rapport au S1 2013, en particulier sur les comptes ordinaires débiteurs.

Le coût du risque de la banque de détail rapporté aux encours de la banque commerciale reste faible à 20 points de base.

Dans ces conditions, le résultat d'exploitation de la Banque de Détail progresse de 15,4 % et s'établit à 377 millions d'euros. Hors éléments non récurrents et à périmètre constant¹², il croît de 25,6%.

⁹ Effet périmètre et élément non récurrent : BPE, SOFIAP, SCI Tert St Romain, Dotation Epargne logement.

¹⁰ Effet périmètre : BPE, SOFIAP, SCI Tert St Romain

¹¹ Effet périmètre : BPE, SOFIAP

¹² Effet périmètre et élément non récurrent : BPE, SOFIAP, SCI Tert St Romain, Dotation Epargne logement.

La Gestion d'Actifs

Gestion d'actifs (en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	%
Produit Net Bancaire	75.7	66.6	13.6%
Frais de gestion	-37.1	-31.0	19.7%
Résultat brut d'exploitation	38.6	35.7	8.2%

Le pôle gestion d'actifs enregistre une performance soutenue avec un PNB en progression de 13,6 % par rapport au premier semestre 2013 qui atteint 75,7 millions d'euros au 30 juin 2014.

Les encours sous gestion des filiales du pôle sont en hausse de 6,3 % à 154,6 milliards d'euros.

Dans un contexte d'appréciation des marchés et grâce à la collecte réalisée sur la clientèle institutionnelle, les encours de La Banque Postale Asset Management ont atteint plus de 147,4 milliards d'euros, en hausse de 4% par rapport au premier semestre 2013, malgré la décollecte enregistrée sur certaines classes d'actifs (en particuliers OPVCM monétaires).

La Banque Postale Gestion Privée enregistre de bons résultats commerciaux associés à une bonne gestion. Portée par la croissance de l'offre de mandats en assurance-vie, et notamment par Satinium, nouveau produit lancé en Janvier 2014, la collecte brute s'élève à plus de 605 millions d'euros.

Tocqueville Finance enregistre un PNB en hausse de 12% à 8,5 millions d'euros. Ce semestre marque le redressement de la collecte à 61 millions d'euros avec un encours sous gestion qui s'apprécie de 20% par rapport au premier semestre 2013.

Les frais de gestion du pôle sont en hausse de 6,1 millions d'euros à 37,1 millions d'euros, reflétant la croissance de l'activité de La Banque Postale Gestion Privée et de La Banque Postale Asset Management.

Ainsi, le résultat brut d'exploitation progresse de 8,2% et s'établit à 38,6 millions d'euros.

L'Assurance

Assurance (en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013 ¹³	%
Produit net bancaire	100.6	91.4	10.0%
Frais de gestion	-46.4	-38.2	21.4%
Résultat brut d'exploitation	54.1	53.2	1.8%

Le pôle assurance enregistre une nette progression de ses résultats commerciaux sous l'effet du succès des offres en assurances IARD, assurances santé et prévoyance.

Le PNB du pôle est en hausse de 10,0% à 100,6 millions d'euros.

Le PNB de La Banque Postale Assurances IARD affiche une progression de 6 millions d'euros à 18,4 millions d'euros avec un portefeuille atteignant plus de 1 million de contrats.

Le PNB de La Banque Postale Assurance Santé s'élève à 3,8 millions d'euros au premier semestre 2014, pour un portefeuille de plus de 70.000 contrats, avec plus de 37.000 affaires nouvelles sur ce semestre.

La Banque Postale Prévoyance enregistre plus de 200 000 affaires nouvelles et affiche un produit net bancaire en hausse de près de 3,3%. En prévoyance individuelle, le chiffre d'affaires atteint 157 M€ (+9,6%) par rapport à la même période 2013 en raison de la croissance du stock et notamment des contrats GAV¹⁴.

Le chiffre d'affaires de La Banque Postale Conseil en Assurance s'établit à 23 millions d'euros tiré par le succès du produit d'assurance des moyens de paiement. Le portefeuille est à près de 12,9 millions de contrats.

Les frais de gestion du secteur assurance augmentent de 21,4% à 46,4 millions d'euros sous l'effet de la croissance des effectifs et des moyens accompagnants la montée en puissance de l'assurance IARD et de la Prévoyance.

Ainsi, le résultat brut d'exploitation du pôle assurance s'établit à 54,1 millions d'euros, en hausse de 1,8% par rapport au 1^{er} semestre 2013.

La contribution de CNP Assurances, à travers la mise en équivalence de son résultat, s'établit à 114 millions d'euros, en hausse de 3,0 % par rapport au S1 2013.

¹³ Pro forma de l'intégration globale de LBPP sur 2013

¹⁴ Garantie accident de la vie

I.4 Notations

	Standard & Poor's	Fitch
Notation long terme	A	A+
Perspectives	Stable	Négative
Date de mise à jour	12 novembre 2013	22 juillet 2014
Notation court terme	A-1	F1+

I.5 Facteurs de risques et d'incertitudes

Les facteurs de risques et d'incertitudes n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans le chapitre 4 du Document de Référence 2013.

I.6 Informations sur les parties liées

Les parties liées au Groupe La Banque Postale comprennent les principaux dirigeants et les sociétés consolidées par le groupe La Poste, filiales contrôlées exclusivement ou conjointement et sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Ces informations n'ont pas subi d'évolution significative depuis les éléments décrits dans le Document de Référence 2013 au chapitre 5.

II Gouvernement d'entreprise

Composition du Directoire :

- Rémy Weber, président du directoire
- Marc Batave, secrétaire général

Composition du Conseil de Surveillance :

- Philippe Wahl, président du Conseil de Surveillance
- Marc-André FEFER, vice-président du Conseil de Surveillance
- Nathalie ANDRIEUX
- Sylvain de FORGES
- Yves BRASSART
- Bernard HAURIE
- Jean-Robert LARANGE
- Georges LEFEBVRE
- Steeve MAIGNE
- Christiane MARCELLIER
- Maryvonne MICHELET
- Françoise PAGET BITSCH
- Didier RIBADEAU DUMAS
- Hélène WOLFF

III Gestion des risques

III.1 Risque de contrepartie

La Banque Postale est exposée au risque de contrepartie principalement dans le cadre de ses opérations sur instruments dérivés à terme.

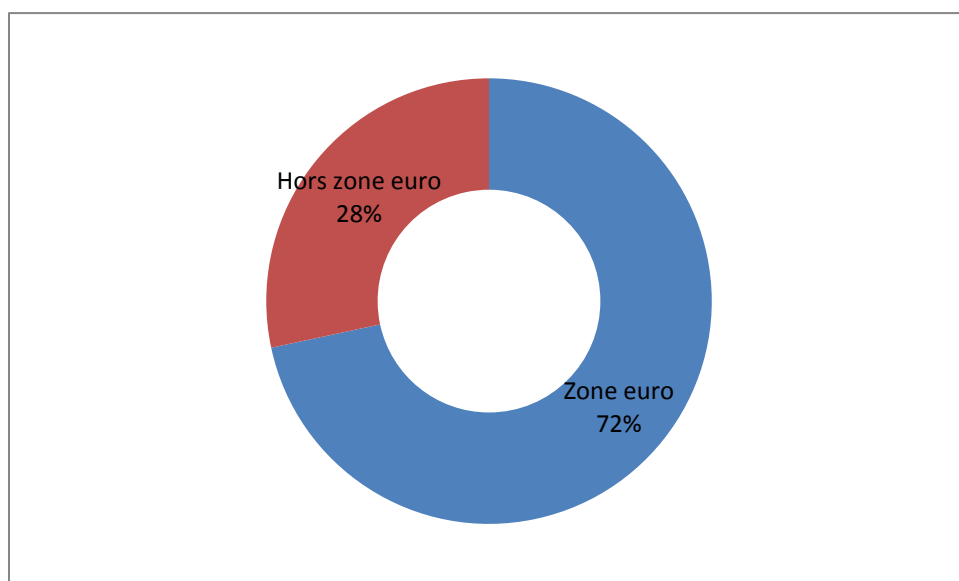
Ce risque est limité par le fait que La Banque Postale travaille exclusivement avec des établissements financiers de premier plan, avec lesquels un accord de netting et de collatéral a été signé. Par ailleurs, les instruments utilisés sont principalement des swaps de taux « vanille ».

A la fin du premier semestre 2014 l'exposition nette totale sur ces contreparties, après application du collatéral lorsqu'il existe, est de 67 M€. Ces contreparties sont quasiment toutes notées a minima A-

En Millions d'euros

Zone géographique	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2013	30/06/2014
Zone euro	1,2	66,6	22,6	18,2	19	48
Hors zone euro	2,9	29,9	3	11,4	0,7	19
Total	4,1	96,5	25,6	29,6	19,7	67

Répartition des encours au 30/06/2014



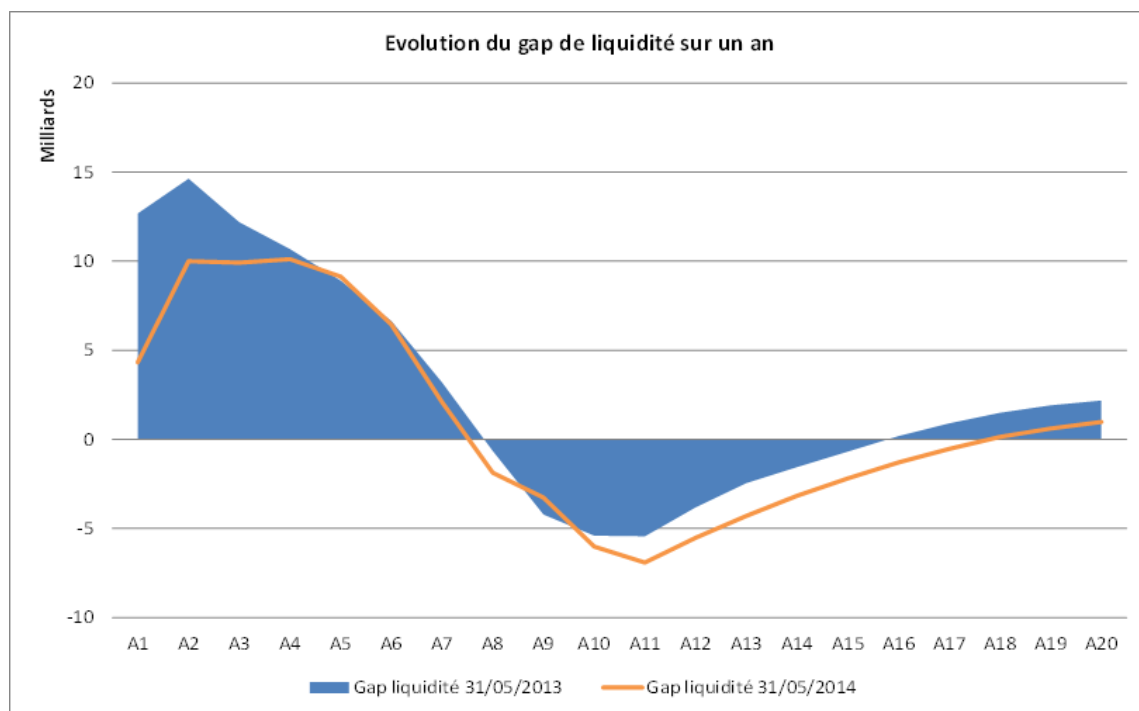
III.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité structurel est mesuré via l'impasse de liquidité moyen – long terme qui correspond aux écoulements statiques stressés des passifs (convention d'écoulement) et des actifs.

Une impasse positive sur une maturité signifie que la banque dispose davantage de ressources que d'emplois sur cette maturité.

L'impasse de liquidité positive sur les maturités inférieures à cinq ans concrétise l'excès de liquidité de La Banque Postale, renforcé par la qualité des actifs financiers détenus.

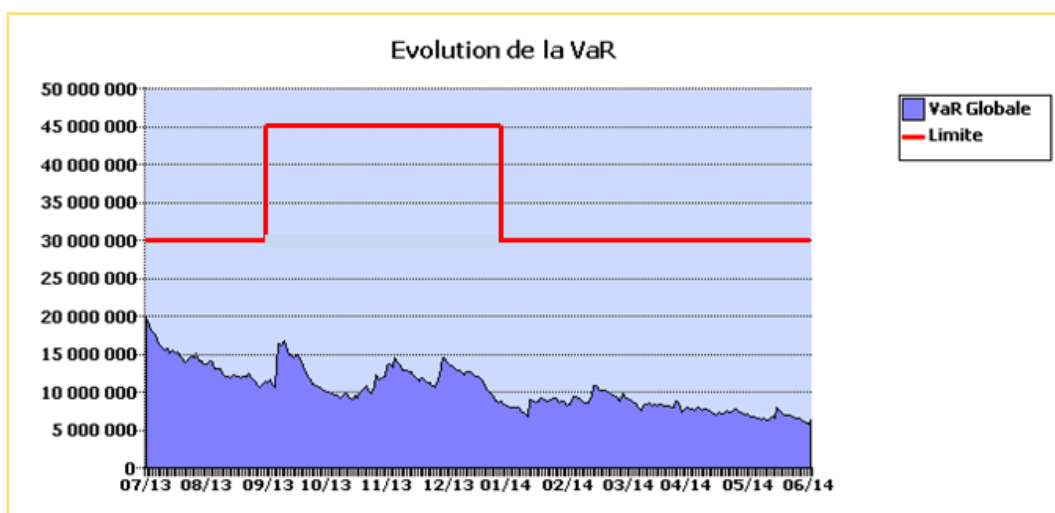
Les impasses de liquidité mesurées au 31 mai 2014 et au 31 mai 2013 sont les suivantes :



III.3 Risques de marché

Par souci de prudence, La Banque Postale a décidé d'encadrer l'ensemble de ses positions marquées au marché par une Value At Risk (99%,1 jour), dont la limite est revue mensuellement par le Comité des Risques.

La VaR de la Banque Postale recouvre non seulement le portefeuille de transaction (impact sur le résultat de la juste valeur) mais aussi les positions comptabilisées en AFS (impact sur les fonds propres).



En septembre 2013, La Banque Postale a transféré un portefeuille de titres portugais et espagnols de son portefeuille d'investissement à son portefeuille de marché, afin de pouvoir gérer activement ces positions. Simultanément, les limites de risque de marché (trait rouge) ont été augmentées par le Directoire afin de tenir compte de ces expositions supplémentaires. À ce jour la revente de la position portugaise est achevée. Les expositions en titres espagnols vont maintenant être gérées par la salle des marchés dans le cadre de son activité habituelle de gestion déléguée taux et crédit. Le dispositif de limite transitoire n'a donc plus lieu d'être. La Direction des risques du Groupe en a notifié les métiers le 9 janvier 2014.

Données en millions d'euros

	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2013	30/06/2014
VaR Globale	9,3	17	8,3	20,6	11,6	6,3
Var des opérations enregistrées en portefeuille de négociation	9,6	2,4	2	5,1	2,4	2,7

Contributions des facteurs de risques de la VaR Globale

	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2013	30/06/2014
Taux d'intérêts	6,0	10,6	1,9	17	7,3	3,3
Spread de crédit	2,2	3,0	5	-1,9	1,4	0,4
Change	-0,2	-0,1	0,2	-0,9	0,7	0,4
Marchés action	1,4	3,4	1,2	6,4	2,3	2,2
Volatilité	0,0	0,0	0	0	-0,1	0,0
TOTAL	9,4	17,0	8,3	20,6	11,6	6,3

Statistiques sur le premier semestre 2014

	Moyenne	Minimum	Maximum
VaR Globale	8,1	5,7	10,9
VaR des opérations enregistrées en portefeuille de négociation	2,5	1,5	3,8

En matière de gestion des risques de marché, La Banque Postale est avant tout exposée au risque de taux et de crédit, le risque actions est de taille plus faible ; les risques de change, liés notamment aux activités de mandats internationaux et aux activités financières, ou les risques sur matières premières, sont modérés.

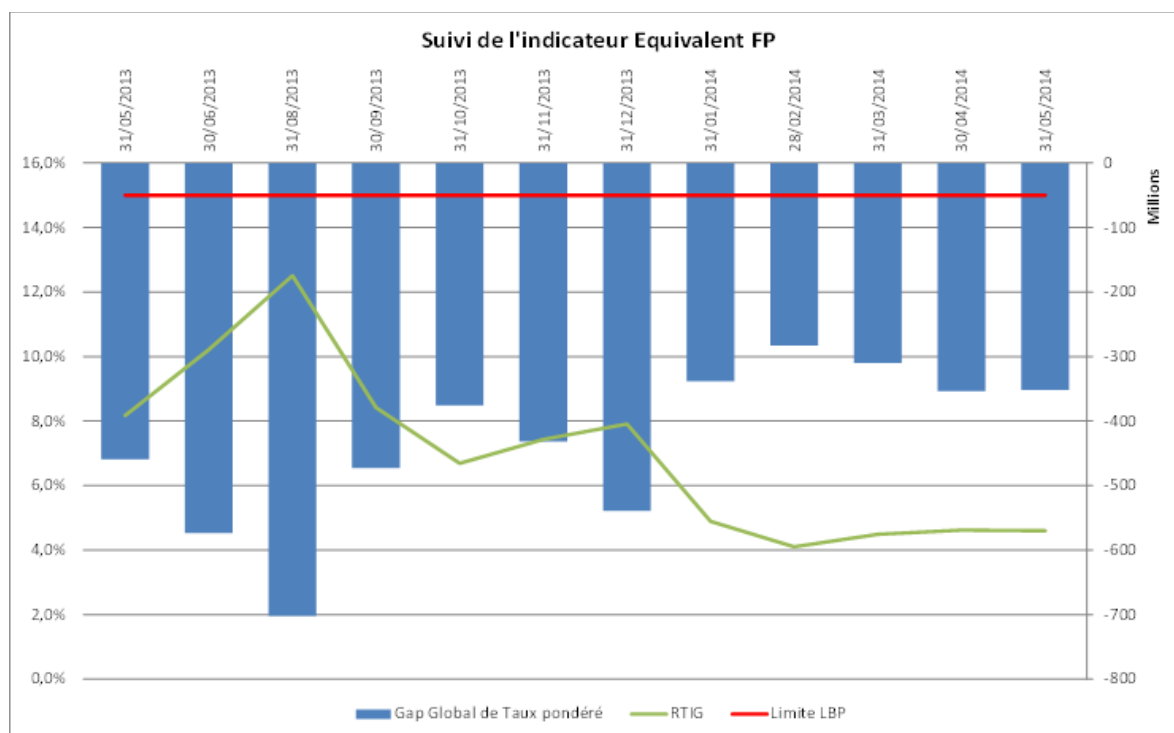
La VaR Globale de La Banque Postale reste à des niveaux modérés et sur une tendance baissière, dans un contexte de marché relativement calme.

III.4 Risque global de taux

A fin mai 2014, la sensibilité à un choc de taux de 200bp est estimée à -4.60% en équivalent fonds propres (352M€).

La limite de 15% (en équivalent fonds propres) est respectée.

Cette sensibilité traduit une politique de transformation de taux modérée de la Banque Postale.



III.5 Ratios prudentiels

Mise en place de la directive CRDIV et du règlement CRR

Une étape majeure de la réforme de la régulation financière a été franchie le 1^{er} Janvier 2014 avec l'entrée en vigueur de la directive CRD IV suite à son adoption en juin 2013 en même temps que la réglementation y afférente (CRR).

- Le règlement CRR couvre les aspects fonds propres, liquidité, ratio de levier, grands risques et risque de contrepartie : ce corpus réglementaire unique est d'application immédiate à l'ensemble des établissements des Etats membres.
- La directive CRD4 reprend le cadre existant régissant l'accès à l'activité bancaire et son exercice, la définition des autorités compétentes, le cadre de surveillance prudentielle...

Les textes européens modifient notamment les ratios de solvabilité minimaux définis en termes de pourcentages de fonds propres à détenir par rapport au volume pondéré des risques. Les nouvelles exigences minimales relatives aux trois niveaux de ratios réglementaires portent respectivement le ratio minimum de fonds propres de base de catégorie 1 de 2 % à 4,5 % (*Common Equity Tier 1-CET 1*), le ratio minimum de fonds propres de catégorie 1 (*T1*), incluant 1,5% de fonds propres additionnels T1 (AT1), 4% à 6 % et le ratio de Fonds propres totaux, y compris les 2% de fonds propres de catégorie 2 (*T2*), à 8% minimum.

Au 30 juin 2014, les ratios prudentiels de La Banque Postale se situent bien au-dessus de ces exigences minimales :

	juin.-14 CRR	déc.-13 CRR
Actifs pondérés Totaux (en M€)	60 613	56 975
Actifs pondérés Risques de Crédit	50 600	47 650
Actifs pondérés Risques de Marché	1 513	825
Actifs pondérés Risques Opérationnels	8 500	8 500
Montants FP Common Equity Tier 1	5 931	5 726
Montants FP Tier One	6 731	6 526
Montants FP Prudentiels	8 231	7 276
Ratio de Common Equity Tier 1	9.8%	10.1%
Ratio de Tier One	11.1%	11.5%
Ratio de solvabilité global	13.6%	12.8%

Ratios publiés selon les règles de CRR/CRDIV publiées le 26 juin 2013

Le ratio **Common Equity Tier 1 fully loaded**¹⁵ s'élève à **11,0%** au 30 juin 2014, en baisse de 20 pb par rapport au 31 décembre 2013 du fait de la croissance des activités de crédit. Le ratio global de solvabilité s'élève à **13,6 % au 30 juin 2014**, contre **12,8 % au 31 décembre 2013**.

Le groupe La Banque Postale constitue un conglomérat financier au sens de la directive 2002/87/CE. A ce titre, le ratio de couverture des exigences complémentaires en matière d'adéquation des fonds propres pour les groupes relevant des conglomérats financiers, calculé au 30 juin 2014, s'élève à **145%**¹⁶, soit un **excédent de 3,3Mds€**.

¹⁵ CRDIV-CRR, avec application du compromis Danais. Le ratio CRDIV-CRR avec phased-in s'élève à 9,8% au 30 juin 2014.

¹⁶ Ratio estimé

III.6 Tableau de variation des expositions souveraines GIIPes

Variations des expositions directes aux GIIPes *

<i>(en milliers d'euros)</i>	Déc 2013 Retraité Nominal	Dépréciations	Echéances	Cessions	Acquisitions (2)	Transfert (3)	Juin 2014 Nominal	Déc 2013 Retraité Valeur au Bilan	Juin 2014 Valeur au Bilan
Grèce	-						-	-	-
Irlande	2 000						2 000	2 234	2 175
Italie	104 813			- 35 500	35 300		104 613	109 781	117 384
Portugal	-						-	-	-
Espagne	715 822			- 154 050			561 772	753 291	605 111
Total Actifs financiers disponibles à la vente	822 635	-	-	- 189 550	35 300	-	668 385	865 306	724 670
Grèce	-						-	-	-
Irlande	-						-	-	-
Italie	1 161 618						1 161 618	1 195 490	1 198 697
Portugal	-						-	-	-
Espagne	431 000						431 000	433 108	441 663
Total Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	1 592 618	-	-	-	-	-	1 592 618	1 628 598	1 640 360
Grèce	-						-	-	-
Irlande	-						-	-	-
Italie	-						-	-	-
Portugal	-						-	-	-
Espagne	-						-	-	-
Total Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grèce	-						-	-	-
Irlande	-						-	-	-
Italie	1 514				93 728		95 242	1 512	96 675
Portugal	-						-	-	-
Espagne	-						-	-	-
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 514	-	-	-	93 728	-	95 242	1 512	96 675

(1) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre.

(2) Expositions directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

III.7 Risques juridiques

Les risques juridiques constituent l'une des catégories des risques visés par le règlement CRBF 97-02. Ils concernent les activités de banque, d'assurance et de services financiers.

Au titre de la maîtrise des risques juridiques, la Direction juridique a un double rôle. D'une part, fournir une prestation de conseil aux Directions de la banque leur permettant de mesurer les risques juridiques inhérents à leur activité et d'autre part, assurer la défense des intérêts de la banque.

Par ailleurs, la Direction juridique contribue aux travaux de différents comités de la banque :

- dans le cadre du Comité de veille réglementaire, la Direction juridique définit, diffuse et s'assure de la mise en œuvre des positions de principe concernant les textes législatifs et réglementaires qui impactent l'activité de la banque ;
- dans le cadre du Comité des Risques, du Comité des Risques Opérationnels et du Comité des nouveaux produits, la Direction juridique analyse et émet des avis sur les dossiers présentés ;
- dans le cadre du Comité contentieux/provisions, la Direction juridique évoque les dossiers contentieux et leur provisionnement ;
- dans le cadre du Comité de Coordination du Contrôle Interne, la Direction juridique participe aux réflexions conduites à propos des travaux d'audit et de contrôle interne ;
- dans le cadre des Comités *Watch-list* nationaux et des Comités affaires spéciales et contentieux concernant les marchés des entreprises et des collectivités locales, la Direction juridique intervient en qualité de conseil et évoque les dossiers contentieux et leur provisionnement liés à ces marchés.

S'agissant des commissions interbancaires, la situation est la suivante :

- Commissions d'Echanges d'image chèque (EIC).

Le 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a condamné 11 banques de détail et La Banque de France, à une amende de 384,9 millions d'euros pour entente en matière de commissions EIC. La quote-part de La Banque Postale est de 32,9 millions d'euros.

Le 23 février 2012, la Cour d'appel de Paris a réformé la décision de l'Autorité, estimant que le grief d'entente n'était pas constitué. Le montant de l'amende a été restitué à La Banque Postale.

Le 23 mars 2012, le président de l'Autorité de la concurrence a formé un pourvoi devant la Cour de cassation. La procédure est en cours.

A la suite de la décision d'acceptation de l'Autorité de la Concurrence du 5 juillet 2012 relative aux commissions d'interchange sur les prélèvements, une étude est en cours pour statuer sur les montants des commissions « R » SEPA.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société ait connaissance, qui soit en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

IV Information financière au 30 juin 2014

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2014

(en milliers d'euros)	Notes	30.06.2014	30.06.2013	30.06.2013
			Retraité	
Intérêts et produits assimilés	3.1	2 697 486	2 919 571	2 917 812
Intérêts et charges assimilées	3.1	(1 178 658)	(1 309 612)	(1 309 612)
Commissions (produits)	3.2	1 153 902	1 091 133	1 115 640
Commissions (charges)	3.2	(127 088)	(114 994)	(112 198)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	15 062	10 128	8 190
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	3.4	219 707	111 934	102 661
Produits des autres activités	3.5	486 607	362 178	244 967
Charges des autres activités	3.5	(412 743)	(284 019)	(207 891)
PRODUIT NET BANCAIRE		2 854 275	2 786 319	2 759 568
Charges générales d'exploitation	3.6	(2 213 580)	(2 203 457)	(2 194 835)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(103 765)	(93 775)	(93 707)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		536 930	489 087	471 026
Coût du risque	3.7	(71 905)	(77 638)	(77 642)
RESULTAT D'EXPLOITATION		465 025	411 449	393 384
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		114 065	110 770	110 770
Gains ou pertes nets sur autres actifs		(145)	(365)	(365)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		285	8 745	8 745
RESULTAT AVANT IMPÔT		579 230	530 600	512 535
Impôts sur les bénéfices	3.8	(183 252)	(149 876)	(143 356)
RESULTAT NET		395 978	380 724	369 179
Intérêts minoritaires		15 775	15 875	4 330
RESULTAT NET PART DU GROUPE		380 203	364 850	364 850
<i>RESULTAT NON DILUE PAR ACTION ORDINAIRE (en euros)</i>		<i>12,81</i>	<i>13,17</i>	<i>13,17</i>
<i>RESULTAT DILUE PAR ACTION ORDINAIRE (en euros) (1)</i>		<i>10,98</i>	<i>13,17</i>	<i>13,17</i>

(1) Le résultat dilué par action ordinaire présenté au 30 juin 2013 ne tient pas compte de l'émission de titres de dette perpétuelle convertible en actions de fin décembre 2013, les titres n'existant pas encore à cette date.

Bilan consolidé au 30 juin 2014

(en milliers d'euros)	Notes	30.06.2014	31.12.2013	31.12.2013
			Retraité	
ACTIF				
Caisse, banques centrales		1 276 480	1 569 984	1 569 984
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	2.1	9 237 953	5 380 954	5 366 693
Instruments dérivés de couverture		704 595	221 270	221 270
Actifs financiers disponibles à la vente	2.2	12 167 222	12 792 699	12 024 562
Prêts & créances sur les établissements de crédit	2.3	87 000 181	82 893 845	82 893 836
Prêts & créances sur la clientèle	2.4	63 143 907	59 212 206	59 212 535
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		208 060	130 357	130 357
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2.5	29 555 917	32 265 882	32 265 882
Actifs d'impôts courants		142 374	138 972	138 972
Actifs d'impôts différés		134 431	112 693	113 033
Comptes de régularisation & actifs divers	2.6	2 737 710	2 753 713	2 672 761
Actifs non courant destinés à être cédés		0	0	0
Participation aux bénéficiaires différée		0	0	0
Participations mises en équivalence	2.9	2 701 899	2 528 838	2 528 838
Immubles de placement		0	0	0
Immobilisations corporelles		683 328	712 372	711 775
Immobilisations incorporelles		319 760	327 538	327 471
Ecarts d'acquisition	2.10	53 655	53 655	53 655
TOTAL		210 067 473	201 094 978	200 231 623
PASSIF				
Banques centrales		0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	2.1	231 719	117 821	117 821
Instruments dérivés de couverture		389 694	371 550	371 550
Dettes envers les établissements de crédit	2.11	17 497 658	14 757 451	14 756 992
Dettes envers la clientèle	2.12	168 166 206	166 885 651	166 885 651
Dettes représentées par un titre		7 097 982	4 300 424	4 300 424
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		310 446	8 636	8 636
Passifs d'impôts courants		23 996	15 375	14 186
Passifs d'impôts différés		53 077	34 237	22 084
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0	0
Comptes de régularisation & passifs divers	2.13	4 156 160	3 689 241	3 632 809
Provisions techniques des entreprises d'assurance et shadow	2.14	1 659 380	1 493 518	817 490
Provisions	2.15	665 751	678 119	677 598
Dettes subordonnées	2.16	2 434 056	1 629 315	1 629 315
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		7 254 654	7 017 318	7 017 318
Capital et réserves liées		4 674 828	4 622 262	4 622 262
Réserves consolidées		1 465 564	1 244 903	1 222 790
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		734 059	571 018	593 131
Résultat de l'exercice		380 203	579 136	579 136
INTERETS MINORITAIRES		126 694	96 322	(20 251)
CAPITAUX PROPRES		7 381 347	7 113 640	6 997 067
TOTAL		210 067 473	201 094 978	200 231 623

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2014	30.06.2013 Retraité	30.06.2013
RESULTAT NET PART DU GROUPE	380 203	364 850	364 850
Elements recyclables en résultat			
Ecarts de conversion	0	0	0
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
<i>Variation de la réserve de réévaluation</i>	68 873	12 468	12 468
<i>Reclassement en résultat</i>	(53 191)	(43 479)	(43 479)
<i>Impôts différés**</i>	(12 322)	8 894	8 894
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
<i>Variation de la réserve</i>	(3 337)	(21 569)	(21 569)
<i>Recyclage en résultat</i>	0	0	0
<i>Impôts différés**</i>	(1 848)	5 803	5 803
Elément de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence *	165 036	(45 353)	(45 353)
Elements non recyclables en résultat			
Ecarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	0	(2 438)	(2 438)
Autres variations			
Impôts différés**	(137)		
Eléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence *	270		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NETS D'IMPOTS PART DU GROUPE	163 344	(85 674)	(85 674)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	543 547	279 176	279 176
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires	26 621	13 058	1 513
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	570 168	292 234	280 689

(*) Montants présentés nets d'impôts différés

(**) Effet du passage de 34,4% à 38% sur les bases

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital (1)	Prime d'émission	Réserves légales, RAN et autres réserves	Réserves consolidées	Gains ou pertes net d'impôts comptabilisés directement en capitaux propres		Résultat part du Groupe	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
					Écarts actuariels	Réserves de conversion, Variation de juste valeur des instruments financiers (2) et (3)				
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2012	3 185 735	16 719	1 135 624	919 908		584 661	574 024	6 416 671	(20 322)	6 396 349
Incidence des changements de méthodes comptables ou des corrections d'erreur (6)			2 596		(2 596)			0		0
Effet de l'entrée en application de IFRS 10 (4)				22 113		(22 113)		0	98 605	98 605
Capitaux propres IFRS au 1 janvier 2013	3 185 735	16 719	1 138 220	942 021	-2 596	562 548	574 024	6 416 671	78 283	6 494 954
Affectation du résultat 2012			311 772	262 252			(574 024)	0		0
Distribution 2013 au titre du résultat 2012			(258 183)					(258 183)	(3 283)	(261 466)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	53 589	262 252	0	0	(574 024)	(258 183)	(3 283)	(261 466)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					(2 438)	(37 883)		(40 321)	(131)	(40 452)
Résultat retraité du 30 juin 2013							364 850	364 850	13 189	378 039
Sous-total	0	0	0	0	(2 438)	(37 883)	364 850	324 529	13 057	337 587
Quote part dans les variations des capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence				(5 631)		(45 353)		(50 985)		(50 985)
Autres variations (4)			-66	(26 834)	2 405		0	(24 495)	29	(24 466)
Capitaux propres retraités IFRS au 30 juin 2013	3 185 735	16 719	1 191 743	1 171 808	-2 629	479 312	364 850	6 407 537	88 086	6 495 624
Augmentation de capital	228 000							228 000		
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	228 000	0	0	0	0	0	0	228 000	0	228 000
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					2 572	70 974		73 546	48	73 594
Résultat retraité du second semestre 2013							214 286	214 286	7 841	222 127
Sous-total	0	0	0	0	2 572	70 974	214 286	287 832	7 889	295 721
Quote part dans les variations des capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence				14 841	(11 846)	35 040		38 036		38 036
Autres variations (4)			66	58 252	-2 405			55 913	346	56 259
Capitaux propres retraités IFRS au 31 décembre 2013	3 413 735	16 719	1 191 809	1 244 901	(14 308)	585 326	579 136	7 017 318	96 322	7 113 640
Elimination des titres auto-détenus								0		0
Emissions d'actions de préférence								0		0
Composante capitaux propres des instruments hybrides								0		0
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions								0		0
Affectation du résultat 2013	0	0	313 197	265 938	0	0	-579 136	0	0	0
Distribution 2014 au titre du résultat 2013	0	0	-260 631	0	0	0	0	-260 631	-12 023	-272 654
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	52 566	265 938	0	0	-579 136	-260 632	-12 023	-272 654
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	-137	-1 825	0	-1 962	10 847	8 884
Résultat du 30 juin 2014							380 203	380 203	15 775	395 978
Sous-total	0	0	0	0	-137	-1 825	380 203	378 241	26 621	404 862
Quote part dans les variations des capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence	0	0	0	475	-32	165 035	0	165 477	0	165 477
Autres variations (5)	0	0	0	-45 752	0	1	0	-45 751	15 773	-29 978
Capitaux propres IFRS au 30 juin 2014	3 413 735	16 719	1 244 374	1 465 564	-14 477	748 536	380 203	7 254 654	126 694	7 381 347

(1) Au 30 juin 2014, le capital de La Banque Postale est composé de 29 684 650 actions d'une valeur nominale de 115 euros.

(2) Les gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres comprennent les réserves de conversion ; ces dernières proviennent des filiales étrangères consolidées par le groupe CNP Assurances.

(3) Les gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres comprennent notamment 571 M€ au 30 juin 2014 au titre des gains nets latents sur actifs disponibles à la vente constatés par le groupe CNP Assurances, pour 420 M€ au 31 décembre 2013.

(4) Les autres variations concernent principalement le passage de la méthode d'intégration proportionnelle à la méthode d'intégration globale pour la société La Banque Postale Prévoyance en application des normes IFRS 10 et 11.

(5) Les autres variations observées au cours du 1^{er} semestre 2014 proviennent pour -46 M€ de la variation de valeur des options de vente des minoritaires.

(6) L'incidence des changements de méthode au 1^{er} janvier 2013, qui s'élève à 2 596 K€, provient du reclassement des écarts actuariels liés aux indemnités de fin de carrière en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres en application de la norme IAS 19 révisée.

Tableau des flux de trésorerie nette relatifs au premier semestre 2014

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées ainsi que l'acquisition des intérêts minoritaires.

Les activités opérationnelles comprennent les flux qui ne relèvent pas des deux autres catégories. Sont en particulier affectés aux activités opérationnelles, les titres relatifs à des participations stratégiques inscrits dans le portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente » et les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes à vue (actif et passif) des établissements de crédit.

	30.06.2014	30.06.2013
Résultat avant impôts	579 230	512 535
+/- Dotations nettes aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	103 767	94 196
- Variations des écarts d'acquisition et dépréciations des autres immobilisations	(286)	(8 744)
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	147 996	114 819
+/- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(114 065)	(110 770)
+/- Pertes nettes / gains des activités d'investissement	145	355
+/- Pertes nettes / gains des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	373 413	442 728
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	510 970	532 584
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(2 236 532)	(4 130 891)
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(2 010 189)	894 265
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 236 307	780 213
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	341 680	(528 939)
- Impôts versés	(198 120)	(122 522)
= Diminution /augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(1 866 854)	(3 107 875)
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	(776 654)	(2 062 757)
+/- Flux liés aux actifs financiers et participations	106 846	1 141 797
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(66 470)	(60 801)
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	40 376	1 080 996
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(252 354)	(261 466)
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	738 603	(28 714)
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	486 249	(290 180)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)	0	0
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	- 250 029	(1 271 941)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(776 654)	(2 062 757)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	40 376	1 080 996
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	486 249	(290 180)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture	1 606 909	2 900 320
Caisse, banques centrales (actif et passif)	1 569 984	2 725 691
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	36 925	174 629
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture	1 356 880	1 628 379
Caisse, banques centrales (actif et passif)	1 276 480	1 353 702
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	80 400	274 677
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(250 029)	(1 271 941)

L'incidence sur la trésorerie du changement de méthode de consolidation de la société La Banque Postale Prévoyance est de +10 736 K€ au 30 juin 2013 et de (312 K€) au 1er janvier 2013. Cette incidence n'est pas retraitée dans la trésorerie à l'ouverture ni dans la trésorerie au 30 juin 2013 présentée supra.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES

CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER

1 Faits marquants de la période

1.1 Emission obligataire

La Banque Postale a procédé le 23 avril 2014 à une émission obligataire d'un montant de 750 millions d'euros à maturité 12 ans. Il s'agit de la troisième émission de titres Tier II de La Banque Postale, la première ayant été réalisée en novembre 2006 pour un montant de 500 millions d'euros et remboursée en 2011, la seconde ayant eu lieu en novembre 2010 pour un montant de 750 millions d'euros.

Cette émission, faite sous forme de titres subordonnés remboursables (Lower Tier II) a été souscrite principalement par des investisseurs institutionnels européens. Cette émission peut être convertie en dette senior en cas de disqualification réglementaire. Elle a également fait l'objet d'une couverture en juste valeur.

1.2 Supervision Bancaire Européenne – Travaux de revue de la qualité des actifs (AQR)

Les travaux de préparation de passage à la supervision bancaire européenne ont débuté au 1^{er} trimestre 2014 notamment par un questionnaire d'auto-évaluation relatif aux principes et méthodes comptables. Ce questionnaire a fait l'objet d'un audit en profondeur par les équipes de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

A l'issue de ce processus, la Banque Centrale Européenne (BCE) pourrait adresser aux établissements des recommandations. Dans l'état actuel des travaux, les recommandations évoquées de manière provisoire concernant le Groupe n'ont pas d'impact dans les comptes.

Les travaux ont également consisté en une revue du portefeuille des engagements et des garanties par échantillon ainsi qu'un modèle d'évaluation propre à la BCE sur la couverture des actifs clientèle. A ce stade, la revue des dépréciations des actifs de la clientèle de détail n'a pas conduit le Groupe à faire évoluer le montant des provisions globalement comptabilisé dans les comptes du Groupe.

1.3 Evolutions de périmètre

La Banque Postale a acquis le 20 mai 2014 la société **SOFIAP (Société Financière pour l'Accession à la Propriété)**, auprès du Crédit Immobilier de France et de la SNCF. Cette société est désormais détenue à 66% par La Banque Postale et 34% par la SNCF. SOFIAP représente un total de bilan de moins de 2 milliards d'euros, un produit net bancaire d'environ 21,5 M€ annuel¹⁷, près de 115 personnes réparties entre le siège et quelques agences. Elle gère 24.000 clients essentiellement employés de la SNCF. Cette acquisition s'inscrit dans la dynamique de développement de La Banque Postale sur le marché des particuliers, et notamment sur le crédit immobilier et l'accession sociale à la propriété.

Le bilan résumé d'entrée de SOFIAP dans la consolidation du groupe La Banque Postale est présenté ci-dessous :

Actif en IFRS - situation provisoire de mai 2014	en K€
Caisses, Banques centrales	1
Instruments dérivés de couverture	18
Actifs financiers disponibles à la vente	24
Prêts et créances sur les établissements de crédit	10 928
Prêts et créances sur la clientèle	1 502 319
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	70 785
Actifs d'impôts courants	10 512
Actifs d'impôts différés	6 512
Comptes de régularisation et actifs divers	12 217
Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	1 958
TOTAL ACTIF	1 615 274

Passif en IFRS - situation provisoire de mai 2014	en K€
Instruments dérivés de couverture	70 785
Dettes envers les établissements de crédit	1 421 340
Dettes envers la clientèle	1 007
Ecart de réévaluation portefeuilles couverts en taux	18
Passifs d'impôts différés	2 038
Comptes de régularisation et passifs divers	27 244
Provisions	1 247
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	91 595
TOTAL PASSIF	1 615 274

Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale, à la juste valeur des actifs, passifs, éléments de hors bilan et passifs éventuellement identifiables, n'étant pas complètement achevées, l'allocation du prix d'acquisition a été réalisée de manière provisoire et est susceptible d'être ajustée pendant la période d'évaluation, soit dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'acquisition, conformément à la norme IFRS 3 § 45.

¹⁷ Un produit net bancaire d'environ 21,5 M€ selon les comptes établis en normes françaises au 31 décembre 2013

1.4 Mise en œuvre des normes IFRS 10 et 11

La mise en œuvre des normes IFRS 10 et 11 n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés. Les changements portent cependant sur 2 entités La Banque Postale Prévoyance et Sopassure.

La Banque Postale Prévoyance était précédemment intégrée proportionnellement dans les comptes du groupe. A l'issue de l'analyse conduite sur cette entité détenue par le Groupe et CNP Assurances, les liens existants entre La Banque Postale et sa filiale, ainsi que la montée en autonomie de cette dernière, permettent, en application des principes édictés par IFRS10, de conclure à un contrôle par le Groupe et de la consolider en intégration globale au 1^{er} janvier 2013.

L'intégration dans les comptes du groupe et la réalisation d'un proforma sont conduits en application des normes IFRS3R, c'est-à-dire avec réalisation d'un bilan d'ouverture.

Comptes de La Banque Postale Prévoyance

Actif IFRS	Déc 2013 (k€)	Déc 2012 (k€)
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	28 523	47 771
Actifs financiers disponibles à la vente	1 536 273	1 376 456
Prêts et créances sur les établissements de crédit	20 536	2 877
Comptes de régularisation et actifs divers	182 650	176 541
Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	1 328	1 391
TOTAL ACTIF	1 769 310	1 605 036
Passif IFRS	Déc 2013 (k€)	Déc 2012 (k€)
Dettes envers les établissements de crédit	917	626
Comptes de régularisation et passifs divers	182 147	159 937
Provisions techniques des entreprises d'assurance et shadow	1 352 057	1 216 578
Provisions	1 042	2 522
Capitaux propres	233 147	225 373
TOTAL PASSIF	1 769 310	1 605 036

1.5 Finalisation du bilan d'ouverture de BPE

Le groupe La Banque Postale a procédé au retraitement du premier bilan consolidé établis à partir des comptes de BPE en IFRS dans le cadre de l'harmonisation des méthodes comptables de cette entité avec celles appliquées par le groupe, et par application de la méthode de l'acquisition prescrite par la norme IFRS 3 révisée.

Les principaux retraitements opérés représentent un montant total de -1,01 million d'euros avant effet d'impôt et ont porté principalement sur :

- Les dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours de prêts à la clientèle et portant à la fois sur l'ajustement sur les méthodes de détermination de l'exposition en risque que dans certain cas sur le niveau de couverture du risque : -4,6 M€
- L'évaluation des portefeuilles de crédits, des dettes à taux fixe ainsi que les instruments financiers de couverture à leur valeur de marché ou son équivalent à la date d'acquisition ainsi que la mise en place de documentations de couverture des opérations : -6,2 M€
- La reconnaissance des actifs incorporels générés par certaines activités commissionnées : +6,0 M€
- La reconnaissance des impôts différés relatifs aux différences temporaires et aux écarts entre les normes comptables françaises et IFRS : 3,7 M€

Les capitaux propres du bilan d'ouverture s'établissent à 113M€ et le badwill définitif dégagé est de +0,3 M€.

Le tableau ci-dessous représente le bilan de BPE avant et après ajustements :

	02.04.2013	
	Avant (normes françaises)	Après (normes IFRS)
Actif (en M€)		
Instruments financiers	-	3 673
Prêts et créances établissements de crédit	358 536	358 536
Prêts et créances sur la clientèle	2 490 260	2 564 916
Ecart de réévaluation des portefeuilles	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	16 900	16 900
Ecart d'acquisition	-	-
Autres actifs	35 126	24 598
Total	2 900 821	2 968 622
Passif (en M€)		
Instruments financiers	-	-
Dettes auprès des établissements de crédit	2 005 960	2 071 219
Dettes envers la Clientèle	755 847	755 847
Ecart de réévaluation des portefeuilles	-	3 629
Comptes de régularisation	21 837	21 837
Provisions	3 112	3 112
Capitaux propres	114 065	112 979
Total	2 900 821	2 968 622

1.6 Autres faits marquants

1.6.1 Exposition sur les pays de la zone euro bénéficiant d'un plan de soutien

Le groupe Banque Postale poursuit un examen attentif de ses expositions sur les pays de la zone euro ayant bénéficié d'un plan de soutien. L'exposition totale sur l'Espagne, le Portugal, Irlande et l'Italie représente désormais 2,6Mds€ contre 2,8Mds€ à fin décembre 2013.

1.7 Chez CNP Assurances

1.7.1 Emission d'une dette subordonnée de 500 millions d'euros

CNP Assurances a finalisé le 27 mai 2014 une émission subordonnée de 500 millions d'euros, de maturité légale 5 juin 2045 avec une première date de remboursement optionnel le 5 juin 2025.

L'émission portera intérêt au taux fixe de 4,25% pendant 11 ans. Le coupon sera ensuite refixé tous les 5 ans aux nouvelles conditions de taux d'intérêt.

L'émission a été structurée de façon à être considérée comme du capital, sur le plan réglementaire et pour l'agence de notation Standard & Poor's, avec des conditions contractuelles qui lui confèrent un classement en dettes financières en normes IFRS.

Ce titre subordonné permettra le refinancement des prochaines échéances obligataires.

2 Evènements postérieurs à la clôture

2.1 Événements significatifs postérieurs à la clôture des états financiers consolidés semestriels de CNP Assurances

Signature d'un partenariat stratégique de long terme avec Banco Santander

CNP Assurances a annoncé le 10 juillet 2014 la signature d'un accord de distribution exclusif de long terme avec Santander Consumer Finance (Groupe Banco Santander) ainsi que l'acquisition de 51% de ses filiales d'assurance vie et non-vie.

Le partenariat concerne l'ensemble des produits d'assurance de protection ; la prévoyance et l'assurance emprunteur seront développées en priorité. Il couvre un périmètre de 10 pays européens dans lesquels Santander Consumer Finance occupe des positions majeures : Allemagne, Pologne, Italie, Espagne, Autriche, Portugal, Norvège, Suède, Danemark et Finlande.

Le montant de la transaction s'élève à 290 M€ et pourra être ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction de la performance financière observée dans les prochaines années.

La transaction sera financée par des ressources existantes et devrait être réalisée d'ici fin 2014, sous réserve des approbations réglementaires.

NOTE 1 PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES RESUMES

1.1 Cadre réglementaire

En application du règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 imposant aux entreprises dont les titres de dettes sont admis à la cote d'un marché réglementé, d'appliquer le référentiel établi par l'International Accounting Standard Board (IASB), le groupe La Banque Postale établit, depuis le 1^{er} janvier 2007, ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne. En particulier, le Groupe a choisi de faire usage des dispositions du règlement n°2086/2004 de la Commission Européenne adoptant la norme IAS 39 à l'exception de certaines dispositions. Ce règlement européen permet ainsi d'élire aux relations de couverture de juste valeur, certaines des opérations de macro couverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif (incluant notamment les dépôts à vue de la clientèle).

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Déclaration de conformité

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis en conformité avec IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils comprennent une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2013. Les états financiers intermédiaires résumés n'incluent pas toutes les informations requises pour les états financiers annuels complets établis en conformité avec les IFRS. Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2013.

Ces états financiers consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire du 28 juillet 2014.

Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception des points décrits ci-après (note 1.2).

Présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le Groupe a utilisé le format d'états de synthèse proposé par la recommandation n° 2013 04 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

1.2 Normes et interprétations appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2014

Par rapport aux comptes consolidés établis au 31 décembre 2013, le Groupe a mis en œuvre les normes et interprétations suivantes, d'application obligatoire au sein de l'Union Européenne à compter du 1^{er} janvier 2014 :

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	11 décembre 2012
IFR 11 « Partenariats »	11 décembre 2012
IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »	11 décembre 2012
IAS 27R « Etats financiers individuels »	11 décembre 2012
IAS 28R « Participations dans des entreprises associées et dans des co-entreprises »	11 décembre 2012
Amendements IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « Modalités de transition »	4 avril 2013
Amendements IAS 32 « Compensation des actifs et des passifs financiers »	13 décembre 2012
Amendements IFRS 10, IFRS 11 et IAS 27 « Entités d'investissements »	20 novembre 2013
Amendement IAS 39 « Novation des dérivés et maintien de la comptabilité de couverture »	19 décembre 2013
Amendement IAS 36 « Informations à fournir – valeur recouvrable des actifs non financiers »	19 décembre 2013

Application des normes IFRS 10, 11 et 12, traitant des opérations de consolidation

L'analyse de l'impact des normes IFRS 10 et IFRS 11 sur les comptes consolidés du Groupe est présentée ci-dessous et au point 1.5.

Le Groupe a appliqué pour la première fois les normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats » au 1^{er} janvier 2014 avec une application rétrospective, conformément aux modalités de transition prévues. De plus, l'application d'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités » au 1^{er} janvier 2014 conduit à la présentation d'informations financières complémentaires dans les états financiers consolidés.

- La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » définit la notion de contrôle et de présentation des états financiers consolidés en remplacement de la norme IAS 27 et de l'interprétation SIC 12 « Consolidation des entités ad hoc ». Le contrôle est désormais défini sur la base des trois critères suivants : i) le pouvoir, ii) l'exposition aux rendements variables et iii) le lien entre le pouvoir et ces rendements.
- La norme IFRS 11 « Partenariats », traite des aspects de comptabilisation des entités sous contrôle conjoint, en remplacement de la norme IAS 31 « Participations dans les co-entreprises ». Cette nouvelle norme supprime notamment la possibilité d'utiliser l'intégration proportionnelle. Les opérations de partenariats sont désormais qualifiées de coentreprises « *joint ventures* » ou d'opérations conjointes « *joint operations* » en fonction de l'analyse des droits et obligations du Groupe dans le partenariat :
 - ✓ les coentreprises, ne donnant droit qu'à une partie de l'actif net de l'entité, sont comptabilisées par mise en équivalence ;
 - ✓ les opérations conjointes, donnant aux partenaires des droits directs sur les actifs et des obligations sur les passifs de l'entité, sont comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlées par chacun des partenaires.
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » définit les informations devant figurer dans les états financiers consolidés au titre des participations détenues dans des filiales, des partenariats, des entités associées ou des entités structurées non consolidées.

Les informations attendues seront présentées au 31 décembre 2014 dans la mesure où les titres concernés représentent un montant non significatif pour la banque.

- Les normes IAS 27R « Etats financiers individuels » traitant de la comptabilisation des participations et de l'information à présenter au titre de ces participations dans les états financiers individuels et IAS 28R « Participations dans des entreprises associées et dans des co-entreprises » définissant la notion d'influence notable, n'ont pas d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe.
- Application des amendements IAS 32 et IAS 39 traitant des modalités de compensation des actifs et passifs financiers
Les amendements à IAS 32 et IAS 39 traitent respectivement des conditions dans lesquelles une entité doit compenser ses actifs et ses passifs et du maintien des relations de couverture, en cas de modification de contrepartie. Ces amendements permettent notamment de prendre en compte la nouvelle réglementation EMIR.

Ces amendements sont sans impact sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2014.
- L'amendement à la norme IAS 36, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014 n'a pas eu d'impact sur les états financiers consolidés au 30 juin 2014.

1.3 Normes et interprétations non encore appliquées

L'IASB et l'IFRIC ont publié des normes et des interprétations qui ne sont pas d'application obligatoire au 30 juin 2014. Les normes ou interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur de manière obligatoire qu'à partir de cette adoption.

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'Union Européenne	Date d'entrée en vigueur	Au 30 juin 2014 application
IFRIC 21 « Taxes »	13 juin 2014	A compter des exercices ouverts au 17 juin 2014	possible

Au 30 juin 2014, le Groupe n'a appliqué aucune norme ou interprétation par anticipation.

L'interprétation IFRIC 21 « Taxes » précise les conditions de comptabilisation des taxes en fonction de leur fait générateur.

Le Groupe est en cours d'analyse de cette interprétation sur ses comptes.

1.4 Jugements et estimations

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires nécessite de la part de la Direction d'exercer son jugement, de procéder aux meilleures estimations possibles et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs effectives se révélant ultérieurement peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

1.5 Impact de l'application des nouvelles normes IFRS10 et IFRS 11

La revue exhaustive du périmètre de consolidation, sur la base de la nouvelle définition du contrôle selon IFRS 10 (cf.supra 1.4) et de l'analyse des opérations de partenariat a eu des conséquences uniquement sur les entités consolidées antérieurement par intégration proportionnelle : La Banque Postale Prévoyance et Sopassure

- La Banque Postale Prévoyance, est consolidée par intégration globale au 1^{er} janvier 2013. Cette entité est une société à gouvernance classique où les droits de vote encadrés par un pacte d'actionnaires ne permettent pas de déterminer qui détient le contrôle effectif sur la société.

L'analyse des faits et des circonstances, conduite sur le fonctionnement de la société, permet néanmoins de démontrer :

- a) un contrôle de La Banque Postale sur les activités pertinentes de la société,
- b) la capacité de La Banque Postale d'agir sur les rendements de la société et,
- c) l'exposition significative de La Banque Postale à la variabilité des rendements.

- Sopassure, répondant à la définition d'une « entreprise conjointe » est présentée pour la quote-part des actifs, des passifs et résultats détenus.

Le pacte d'actionnaires, établi entre la Banque Postale et son partenaire, définit les conditions de mise en œuvre d'un partenariat et matérialise, via le mode de fonctionnement des organes de gouvernance de la holding, les droits directs de chacun des partenaires sur la participation de CNP Assurances, principal actif de Sopassure.

L'analyse de cette notion de contrôle aux différentes entités du Groupe n'a conduit ni à la consolidation ni à la déconsolidation d'entités structurées ou non.

Conformément aux modalités de transition, les données des états financiers consolidés publiés au 31 décembre 2013 et au 30 juin 2013 ont été retraitées afin de refléter ce nouveau périmètre de consolidation.

Ces retraitements ne génèrent aucun impact sur le « Résultat net de l'ensemble consolidé ».

La réconciliation entre les données publiées et les données retraitées est la suivante :

(en milliers d'euros)		31.12.2013		31.12.2013
	Notes	Comptes publiés	Impact IFRS 10 et 11	Comptes retraités
ACTIF				
Caisse, banques centrales		1 569 984	0	1 569 984
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	2.1	5 366 693	14 261	5 380 954
Instruments dérivés de couverture		221 270	0	221 270
Actifs financiers disponibles à la vente	2.2	12 024 562	768 137	12 792 699
Prêts & créances sur les établissements de crédit	2.3	82 893 836	9	82 893 845
Prêts & créances sur la clientèle	2.4	59 212 535	(329)	59 212 206
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		130 357	0	130 357
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2.5	32 265 882	0	32 265 882
Actifs d'impôts courants		138 972	0	138 972
Actifs d'impôts différés		113 033	(340)	112 693
Comptes de régularisation & actifs divers	2.6	2 672 761	80 952	2 753 713
Actifs non courant destinés à être cédés		0	0	0
Participation aux bénéficiaires différée		0	0	0
Participations mises en équivalence	2.9	2 528 838	0	2 528 838
Immeubles de placement		0	0	0
Immobilisations corporelles		711 775	597	712 372
Immobilisations incorporelles		327 471	67	327 538
Ecarts d'acquisition	2.10	53 655	0	53 655
TOTAL		200 231 623	863 354	201 094 978
PASSIF				
Banques centrales		0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	2.1	117 821	0	117 821
Instruments dérivés de couverture		371 550	0	371 550
Dettes envers les établissements de crédit	2.11	14 756 992	457	14 757 451
Dettes envers la clientèle	2.12	166 885 651	0	166 885 651
Dettes représentées par un titre		4 300 424	0	4 300 424
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8 636	0	8 636
Passifs d'impôts courants		14 186	1 188	15 375
Passifs d'impôts différés		22 084	12 153	34 237
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0	0
Comptes de régularisation & passifs divers	2.13	3 632 809	56 432	3 689 241
Provisions techniques des entreprises d'assurance	2.14	817 490	676 029	1 493 518
Provisions	2.15	677 598	521	678 120
Dettes subordonnées	2.16	1 629 315	0	1 629 315
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		7 017 318	0	7 017 318
Capital et réserves liées		4 622 262	0	4 622 262
Réserves consolidées		1 222 790	22 113	1 244 903
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		593 131	(22 113)	571 018
Résultat de l'exercice		579 136	0	579 136
INTERETS MINORITAIRES		(20 251)	116 573	96 322
CAPITAUX PROPRES		6 997 067	116 573	7 113 640
TOTAL		200 231 623	863 354	201 094 978

(en milliers d'euros)		30.06.2013		30.06.2013
	Notes	Comptes publiés	Impact IFRS 10 et 11	Comptes retraités
Intérêts et produits assimilés	3.1	2 917 812	1 760	2 919 571
Intérêts et charges assimilées	3.1	(1 309 612)	0	(1 309 612)
Commissions (produits)	3.2	1 115 640	(24 507)	1 091 133
Commissions (charges)	3.2	(112 198)	(2 796)	(114 994)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	8 190	1 938	10 128
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	3.4	102 661	9 273	111 934
Produits des autres activités	3.5	244 967	117 211	362 178
Charges des autres activités	3.5	(207 891)	(76 128)	(284 019)
PRODUIT NET BANCAIRE		2 759 568	26 751	2 786 319
Charges générales d'exploitation	3.6	(2 194 835)	(8 622)	(2 203 457)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(93 707)	(68)	(93 775)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		471 026	18 061	489 087
Coût du risque	3.7	(77 642)	4	(77 638)
RESULTAT D'EXPLOITATION		393 384	18 065	411 449
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		110 770	0	110 770
Gains ou pertes nets sur autres actifs		(365)	0	(365)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		8 745	0	8 745
RESULTAT AVANT IMPÔT		512 535	18 065	530 599
Impôts sur les bénéfices	3.8	(143 356)	(6 520)	(149 876)
RESULTAT NET		369 179	11 545	380 723
Intérêts minoritaires		4 330	11 545	15 875
RESULTAT NET PART DU GROUPE		364 850	0	364 850

NOTE 2 NOTES RELATIVES AU BILAN

2.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat

Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2014			31.12.2013 Retraité		
	Transaction	Option juste valeur	TOTAL	Transaction	Option juste valeur	TOTAL
Effets publics et valeurs assimilées	128 200	0	128 200	104 912	0	104 912
Obligations et autres titres à revenu fixe	8 862 931	0	8 862 931	5 097 025	0	5 097 025
Actions et autres titres à revenu variable	51 925	0	51 925	51 253	0	51 253
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	9 043 056	0	9 043 056	5 253 190	0	5 253 190
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	5 761	5 761
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	0	0	0	0	5 761	5 761

Dérivés détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2014		31.12.2013 Retraité	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux d'intérêt	187 012	189 481	117 972	73 432
Instruments dérivés de taux de change	1 002	1 420	2 823	6 266
Autres instruments dérivés	6 883	40 818	6 969	32 362
Dérivés de transaction à la juste valeur par le résultat	194 897	231 719	127 764	112 060

(en milliers d'euros)	30.06.2014		31.12.2013 Retraité	
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Opérations conditionnelles	6 883	40 818	6 969	32 362
Options de taux	6 883	40 818	6 969	32 362
Autres dérivés	188 014	190 901	120 795	79 698
Contrat de change	1 002	1 420	2 823	6 266
Sw ap de taux	187 012	189 481	117 972	73 432

2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Effets publics et valeurs assimilées	1 303 335	2 085 503
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 505 850	9 404 675
Actions et autres titres à revenu variable	1 231 736	1 175 889
Titres de participation non consolidés	126 301	126 632
Actifs financiers disponibles à la vente	12 167 222	12 792 699
dont gains et pertes latents nets sur titres à revenu fixe (en réserves)	81 776	69 095
dont gains et pertes latents nets sur titres à revenu variable (en réserves)	57 260	57 386

Détail des titres de participation non consolidés

(en milliers d'euros)	30.06.2014					31.12.2013 Retraité
	Valeur comptable des titres	Avances et créances rattachées	Dépréciations	Valeur nette	Quote part de capital en %	Valeur nette des titres
Crédit Logement	97 598	0	0	97 598	6%	97 598
AMLab	5 387	0	0	5 387	100%	5 387
Thiriest Gestion	2 349	0	0	2 349	33%	3 006
Ciloger	3 055	0	0	3 055	45%	3 055
Oséo	3 924	0	0	3 924	0,15%	3 924
Transactis	2 474	0	0	2 474	50%	2 474
Titres Cadeaux	2 200	0	0	2 200	50%	2 200
Europay	1 339	0	0	1 339	6%	1 339
Xange Private Equity	1 237	0	0	1 237	90%	1 237
Vernier Roosevelt	1 134	0	0	1 134	100%	1 134
Autres	6 317	0	(713)	5 604		5 278
Total des participations et avances	127 014	0	(713)	126 301		126 632

Les titres de participation non consolidés qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable sont évalués au coût. Leur montant s'élève à 22 182 K€ au 30 juin 2014 contre 22 515 K€ au 31 décembre 2013.

2.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Comptes ordinaires débiteurs	396 548	135 576
Comptes et prêts	82 070 896	78 571 738
Titres reçus en pension livrée	2 094 894	1 653 526
Prêts subordonnés et participatifs	190 875	190 673
Dépréciation	(4)	(3)
Comptes et prêts sur établissements de crédit	84 753 209	80 551 510
Titres assimilés à des prêts et créances	2 246 972	2 342 335
Titres assimilés à des prêts et créances	2 246 972	2 342 335
Prêts et créances sur les établissements de crédit	87 000 181	82 893 845

Les titres assimilés à des prêts et créances correspondent aux actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable et qui ne sont pas traités sur un marché actif. Au 30 juin 2014, il n'existe plus, en catégorie prêts et créances sur les établissements de crédits, de titres issus de la catégorie Actifs disponibles à la vente, et reclassés au 1^{er} juillet 2008 suite à l'amendement à la norme IAS 39 d'octobre 2008.

Les fonds du Livret A, du Livret de Développement Durable et du Livret d'Épargne Populaire centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « comptes et prêts » s'élèvent à 79 466 M€ au 30 juin 2014 pour 76 667 M€ au 31 décembre 2013.

2.4 Prêts et créances sur la clientèle

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Comptes ordinaires débiteurs clientèle (1)	856 546	814 298
Créances commerciales	51 727	37 035
Crédits de trésorerie	3 706 156	3 403 979
Crédits à l'habitat	52 517 062	49 984 437
Crédits aux personnes morales	1 625 899	1 187 548
Crédit au secteur public local	2 577 065	2 185 078
Autres concours à la clientèle	63 881	56 979
Titres reçus en pension livrée	455 742	349 938
Dépréciations	(346 715)	(309 861)
Prêts et créances sur la clientèle	61 507 363	57 709 431
Opérations de location financement	667 624	561 643
Dépréciations	(1 382)	(624)
Opérations de location financement	666 242	561 019
Titres assimilés à des prêts et créances	970 302	941 756
Dépréciation	0	0
Titres assimilés à des prêts et créances	970 302	941 756
Prêts et créances sur la clientèle	63 143 907	59 212 206

(1) Les différés de paiement sur carte sont présentés avec les comptes ordinaires débiteurs.

Les titres assimilés à des prêts et créances correspondent aux actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable et qui ne sont pas traités sur un marché actif. Les titres issus de la catégorie Actifs disponibles à la

vente, suite aux reclassements opérés au 1^{er} juillet 2008 et autorisés par l'amendement à la norme IAS 39 d'octobre 2008 ne représentent plus que 4,6 M€.

2.5 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Effets publics et valeurs assimilées	27 108 046	28 888 877
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 447 871	3 377 005
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	29 555 917	32 265 882

2.6 Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Charges constatées d'avance et produits à recevoir	306 487	313 087
Comptes d'encaissement	23 120	93 105
Autres comptes de régularisation	1 279 885	1 053 357
Comptes de régularisation	1 609 492	1 459 549
Débiteurs divers	786 382	1 051 892
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	5 663	10 231
Dépréciation	(18 984)	(15 812)
Actifs divers	773 061	1 046 311
Part des assureurs dans les provisions techniques	3 014	2 611
Autres actifs d'assurance	352 143	245 242
Autres actifs d'assurance et part des réassureurs dans les provisions techniques	355 157	247 853
Comptes de régularisation et actifs divers	2 737 710	2 753 713

2.7 Complément d'information sur les expositions souveraines

Les recensements des expositions souveraines ont été établis selon le périmètre défini par l'Autorité bancaire européenne (ABE), c'est-à-dire en reprenant dans les données les expositions sur les collectivités régionales, les administrations centrales et entreprises bénéficiant d'une garantie de l'Etat.

Les expositions présentées ci-dessous reprennent les expositions des filiales détenues à 50% et plus.

Les informations relatives aux expositions de la CNP sont notamment indiquées dans les faits marquants ou dans l'information financière publiée par cette dernière.

Expositions souveraines 2014

La Banque Postale ne détient pas d'exposition sur Chypre, la Hongrie et l'Égypte.

(en milliers d'euros)	Total Portefeuille Bancaire	Actifs à la juste valeur par le résultat	Total Expositions directes (1)	Hors bilan	Total Expositions directes et indirectes (2)	Exposition en %
Grèce	0	0	0		0	0,0%
Irlande	2 175	0	2 175		2 175	0,0%
Italie	1 316 081	96 675	1 412 756	66 573	1 479 329	4,7%
Portugal	0	0	0	76 354	76 354	0,2%
Espagne	1 046 774	0	1 046 774		1 046 774	3,3%
Total GIPEs	2 365 030	96 675	2 461 705	142 927	2 604 632	8,2%
Allemagne	2 621 454	0	2 621 454		2 621 454	8,3%
Autriche	25 391	0	25 391		25 391	0,1%
Belgique	1 591 921	39 789	1 631 710	19 459	1 651 169	5,2%
France	22 317 812	267 524	22 585 336	39 198	22 624 534	71,4%
Grande-Bretagne	0	0	0		0	0,0%
Luxembourg	18 058	0	18 058		18 058	0,1%
Pays-Bas	30 546	0	30 546		30 546	0,1%
Pologne	0	0	0		0	0,0%
Slovaquie	1 121	0	1 121		1 121	0,0%
Slovénie	5 955	0	5 955		5 955	0,0%
Suisse	0	0	0		0	0,0%
Supranational	1 170 893	0	1 170 893		1 170 893	3,7%
Total Europe	27 783 151	307 313	28 090 464	58 657	28 149 121	88,9%
Reste du monde	922 439	0	922 439		922 439	2,9%
Total	31 070 620	403 988	31 474 608	201 584	31 676 192	100%

(2) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre.

(2) Expositions directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

Rappel des expositions souveraines 2013 retraité

(en milliers d'euros)	Total portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total des Expositions directes (1)	Hors Bilan	Total Expositions directes et indirectes (2)	Expositions en %
Grèce	0	0	0	0	0	0.0%
Irlande	2 234	0	2 234	94 951	97 185	0.3%
Italie	1 305 271	1 512	1 306 783	191 837	1 498 620	4.3%
Portugal	0	0	0	36 496	36 496	0.1%
Espagne	1 186 399	0	1 186 399	0	1 186 399	3.4%
Total GIPEs	2 493 904	1 512	2 495 416	323 284	2 818 700	8.1%
Allemagne	2 966 749		2 966 749		2 966 749	8.6%
Autriche	24 713	0	24 713	0	24 713	0.1%
Belgique	1 628 798	13 517	1 642 315	20 071	1 662 386	4.8%
France	24 695 892	141 728	24 837 620	20 889	24 858 509	71.7%
Luxembourg	46 262		46 262		46 262	0.1%
Pologne	21 878		21 878		21 878	0.1%
Slovaquie	1 143		1 143		1 143	0.0%
Slovénie	5 119		5 119		5 119	0.0%
Suisse	5 720		5 720		5 720	0.0%
Supra-national	1 387 018		1 387 018		1 387 018	4.0%
Total Europe	30 783 292	155 245	30 938 537	40 960	30 979 497	89.3%
Reste du monde	888 590		888 590		888 590	2.6%
Total	34 165 786	156 757	34 322 543	364 244	34 686 787	100.0%

(1) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre.

(2) Expositions directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

Evolution des expositions souveraines aux GIPEs 2014

(en milliers d'euros)	Déc 2013 Retraité Nominal	Dépréciations	Echéances	Cessions	Acquisitions (2)	Transfert (3)	Jun 2014 Nominal	Déc 2013 Retraité Valeur au Bilan	Jun 2014 Valeur au Bilan
Grèce	-						-	-	-
Irlande	2 000						2 000	2 234	2 175
Italie	104 813			35 500	35 300		104 613	109 781	117 384
Portugal	-						-	-	-
Espagne	715 822			154 050			561 772	753 291	605 111
Total Actifs financiers disponibles à la vente	822 635	-	-	189 550	35 300	-	668 385	865 306	724 670
Grèce	-						-	-	-
Irlande	-						-	-	-
Italie	1 161 618						1 161 618	1 195 490	1 198 697
Portugal	-						-	-	-
Espagne	431 000						431 000	433 108	441 663
Total Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	1 592 618	-	-	-	-	-	1 592 618	1 628 598	1 640 360
Grèce	-						-	-	-
Irlande	-						-	-	-
Italie	-						-	-	-
Portugal	-						-	-	-
Espagne	-						-	-	-
Total Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grèce	-						-	-	-
Irlande	-						-	-	-
Italie	1 514				93 728		95 242	1 512	96 675
Portugal	-						-	-	-
Espagne	-						-	-	-
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 514	-	-	-	93 728	-	95 242	1 512	96 675

Focus sur les expositions souveraines de certains pays de l'Union européenne au 30 juin 2014

Recensement par catégorie :

(en milliers d'euros)	Portefeuille Bancaire ⁽¹⁾				Actifs à la juste valeur par résultat	Total Bilan après dépréciations	Hors Bilan (2)	Total Bilan et Hors Bilan
	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Total Portefeuille Bancaire				
GRECE				-		-		-
IRLANDE		2 175		2 175		2 175		2 175
ITALIE		117 384	1 198 697	1 316 081	96 675	1 412 756	66 573	1 479 329
PORTUGAL				-		-	76 354	76 354
ESPAGNE		605 111	441 663	1 046 774		1 046 774		1 046 774
Total	-	724 670	1 640 360	2 365 030	96 675	2 461 705	142 927	2 604 632

Les expositions du secteur Assurance étant très peu significatives, elles ne sont pas présentées distinctement du portefeuille des expositions bancaires.

(1) Les valeurs présentées sont exprimées en valeur nette comptable au bilan.

(2) les montants hors bilan correspondent aux expositions indirectes à travers des garanties données notamment à des OPCVM du Groupe.

Représentation des gains et pertes latentes inscrites en réserves :

(en milliers d'euros)	Actifs disponibles à la vente	Gains et pertes latents inscrits en réserve	Niveau de hiérarchie de Juste Valeur
GRECE	-	-	
IRLANDE	2 175	146	N1
ITALIE	117 384	7 361	N1
PORTUGAL	-	-	
ESPAGNE	605 111	31 147	N1
Total	724 670	38 654	

Impact des dépréciations :

(en milliers d'euros)	Total Bilan et Hors Bilan	dont dépréciations	Total avant dépréciations
GRECE	-	-	-
IRLANDE	2 175	-	2 175
ITALIE	1 479 329	-	1 479 329
PORTUGAL	76 354	-	76 354
ESPAGNE	1 046 774	-	1 046 774
Total	2 604 632	-	2 604 632

Représentation par maturité :

(en milliers d'euros)	Durée restant en années							
	Total Bilan et Hors Bilan	1	2	3	4	5	<=10	>=10
GRECE	-							
IRLANDE	2 175		2 175					
ITALIE	1 479 329	846 281	10 529	192 111	271 599	62 349	83 157	13 303
PORTUGAL	76 354		76 354					
ESPAGNE	1 046 774	10 430	543 483	288 613	198 133			6 115
Total	2 604 632	856 711	632 541	480 724	469 732	62 349	83 157	19 418

2.8 Expositions non souveraines de certains pays de l'Union Européenne au 30 juin 2014

(en milliers d'euros)	Bancaire	Corporate	Administration publique	Titrisation	Total
Grèce		830	-	-	830
Irlande	105 199	115 139	-	-	220 338
Italie	154 734	258 251	-	-	412 985
Portugal			-	-	-
Espagne	723 416	95 337	-	-	818 753
Total Actifs financiers disponibles à la vente	983 349	469 557	0	0	1 452 906
Grèce	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	0	0	0	0	0
Grèce	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-
Total Prêts et créances	0	0	0	0	0
Grèce			-	-	-
Irlande		27 888	-	-	27 888
Italie	630 669	71 451	-	-	702 120
Portugal			-	-	-
Espagne	350 900	137 994	-	-	488 894
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat	981 569	237 333	0	0	1 218 902
TOTAL	1 964 918	706 890	0	0	2 671 808

2.9 Participations mises en équivalence

(en milliers d'euros)	30.06.2014		31.12.2013 Retraité	
	Valeur de mise en équivalence	Dont Résultat	Valeur de mise en équivalence	Dont Résultat
Groupe CNP Assurances	2 701 899	114 065	2 528 838	199 549
Participations mises en équivalence	2 701 899	114 065	2 528 838	199 549

Les données publiées par le groupe CNP Assurances font apparaître un total de bilan de 386 075 M€, un chiffre d'affaires de 15 657 M€ et un résultat net (part du Groupe) de 601 M€ au 30 juin 2014. La valeur boursière de CNP Assurances est de 10 409 M€ au 30 juin 2014. Enfin la MCEV (Market Consistent Embedded Value) calculée et publiée par CNP reste très nettement supérieure à la valeur de mise en équivalence de cette dernière dans les comptes du Groupe.

2.10 Ecarts d'acquisition

Flux de la période :

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Valeur nette au 1er janvier	53 655	53 655
Ecarts résultant de prises de participation	-	-
Cessions	-	-
Dépréciations de la période	-	-
Autres mouvements	-	-
Valeur nette au 30 juin 2014	53 655	53 655

Ecarts d'acquisition détaillés :

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Groupe Tocqueville Finance	27 498	27 498
La Banque Postale Asset Management	24 810	24 810
La Banque Postale Prévoyance	1 347	1 347
Easybourse	4 722	4 722
Total des écarts d'acquisition bruts	58 377	58 377
Dépréciation des écarts d'acquisition	(4 722)	(4 722)
Total des écarts d'acquisition nets	53 655	53 655

2.11 Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Comptes ordinaires créditeurs	268 728	81 834
Comptes et emprunts	1 518 324	2 567 135
Titres donnés en pension livrée	15 679 774	12 079 850
Autres sommes dues	30 832	28 631
Dettes envers les établissements de crédit	17 497 658	14 757 450

2.12 Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Livret A	64 500 711	64 314 403
Plan et Compte épargne logement	27 395 825	26 986 467
Autres comptes à régime spécial	22 183 247	22 565 595
Comptes d'épargne à régime spécial	114 079 783	113 866 465
Comptes ordinaires créditeurs clientèle	49 810 793	47 672 485
Titres et valeurs données en pension	3 333 546	4 008 066
Comptes à terme	699 937	847 801
Emprunts clientèle financière	1 295	259 927
Autres sommes dues	240 852	230 907
Dettes envers la clientèle	54 086 423	53 019 186
Opérations avec la clientèle	168 166 206	166 885 651

2.13 Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Charges à payer & Produits constatés d'avance	365 915	356 827
Autres comptes de régularisation	1 339 687	1 261 797
Comptes de régularisation	1 705 602	1 618 624
Dettes de titres	509 509	439 762
Dépôts de garanties reçues	874 197	477 560
Créditeurs divers	905 664	1 031 152
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	9 200	10 572
Passifs divers	2 298 570	1 959 046
Autres passifs d'assurance	151 988	111 571
Autres passifs d'assurance	151 988	111 571
Comptes de régularisation et passifs divers	4 156 160	3 689 241

2.14 Provisions techniques des entreprises d'assurance et shadow

(en milliers d'euros)	31.12.2013	Effet intégration globale de LBP Prévoyance	Dotations	Reprises	Autres	30.06.2014
Provisions techniques vie	318 065	318 065	664 360	(635 885)	0	664 605
Provisions techniques non vie	261 047	194 849	354 915	(297 779)	(91 919)	421 113
Provisions pour égalisation	31 593	31 593	13 826	(16 887)	(46 298)	13 826
Autres provisions	178 557	103 294	333 677	(280 630)	138 217	473 114
Provisions techniques	789 261	647 800	1 366 778	(1 231 181)	0	1 572 658

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Comptes techniques assurance "comptabilité reflet"	86 722	56 457
Shadow	86 722	56 457

Il s'agit des provisions constituées principalement par La Banque Postale Prévoyance.

2.15 Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2013 Retraité	Dotations	Reprises	Reprises non util.	Autres	30.06.2014
Provisions sur avantages au personnel	13 087	764	0	0	373	14 224
Provisions pour risques Epargne Logement	308 608	30 080	0	0	0	338 688
Provisions pour litiges sociaux et charges de personnel	6 577	2 253	(3 251)	(73)	2	5 508
Provisions pour engagement par signature (1)	119 112	0	(75 920)	0	0	43 192
Autres provisions	230 735	42 843	(10 128)	(183)	872	264 139
Provisions	678 119	75 940	(89 299)	(256)	1 247	665 751

(1) Cette provision enregistre la garantie délivrée à deux fonds du Groupe avec une garantie du capital à l'échéance et qui avaient été impactés par la restructuration de la dette grecque. Un premier fond est venu à échéance en janvier 2014 sans impact sur le résultat.

La colonne « Autres » correspond à l'entrée de la SOFIAP dans le périmètre de consolidation.

2.16 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 Retraité
Dettes subordonnées (1)	2 434 056	1 629 315
Total	2 434 056	1 629 315

(en milliers d'euros)	Date d'émission	Date d'échéance	Taux	Devise d'origine	30.06.2014
Dettes subordonnées à terme (2)	30.11.2010	30.11.2020	4,375%	EUR	750 000
Dettes subordonnées à terme (3)	23.04.2014	23.04.2026	2,750%	EUR	750 000
Dettes subordonnées perpétuelles (4)	13.12.2013		8,000%	EUR	800 000
Total					2 300 000

(1) Valeur au bilan y compris effet de couverture et coupons courus,

(2) L'émission comporte un mécanisme de conversion en dette senior en cas de déqualification réglementaire de l'instrument avec réduction du coupon de 30 points de base,

(3) Cf. 1 Faits marquants de la période,

(4) Emission d'une dette perpétuelle convertible en actions et remboursable en cas d'évolution fiscale, comptable, réglementaire ou encore à la date de premier call. Cette dette est admise réglementairement dans les fonds propres durs (Tiers 1). Les coupons sont payables annuellement.

NOTE 3 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 Intérêts, produits et charges assimilées

(en milliers d'euros)	30.06.2014		30.06.2013 Retraité	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	881 242	(12 198)	1 120 177	(12 913)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	1 070 319	(921 100)	1 022 474	(1 144 408)
Intérêts sur opérations de couverture	133 966	(197 205)	82 844	(129 825)
Intérêts sur actifs disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance	611 959	0	694 076	0
Intérêts sur dettes représentées par un titre	0	(48 155)	0	(22 466)
Produits et charges d'intérêts	2 697 486	(1 178 658)	2 919 571	(1 309 612)
Produits et charges d'intérêts nets	1 518 828		1 609 959	

Le montant des intérêts perçus au titre de la centralisation des fonds du Livret A, du LDD et du LEP s'élève à 736 M€ au 30 juin 2014 pour 962 M€ au 30 juin 2013.

3.2 Commissions

(en milliers d'euros)	30.06.2014		30.06.2013 Retraité	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Commissions sur opérations de trésorerie et interbancaires	10 221	(1 058)	1 227	(570)
Commissions sur opérations avec la clientèle	691 283	(27 754)	670 156	(26 603)
Commissions sur prestations de services financiers	275 716	(83 665)	252 743	(78 672)
Commissions sur opérations sur titres	122 137	(1 934)	121 471	(1 302)
Commissions sur prestations assurance	37 870	(12 336)	32 486	(7 328)
Commissions sur instruments financiers	0	(318)	0	(485)
Autres commissions	16 675	(23)	13 050	(34)
Produits et charges de commissions	1 153 902	(127 088)	1 091 133	(114 994)
Commissions nettes	1 026 814		976 139	

3.3 Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013 Retraité
Résultat net sur actif financier de transaction (hors dérivé)	26 576	16 181
Résultat net sur instruments de dérivés de transaction	(17 578)	8 918
Résultat net de réévaluation des éléments couverts et instruments dérivés de couverture	5 377	(18 695)
Résultat sur actif financier à la juste valeur sur option	747	3 876
Résultat sur passifs financiers à la juste valeur sur option	(60)	(152)
Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	15 062	10 128

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013 Retraité
Plus values cessions sur titres à revenus fixes	183 614	108 654
Moins values de cession sur titres à revenus fixes	(3 279)	(25 665)
Dividendes et revenus assimilés	39 926	27 037
Plus values de cession sur titres à revenus variables	3 488	2 976
Moins values de cession sur titres à revenu variable et perte de valeur	(4 040)	(1 493)
Plus ou moins values de cession des prêts et créances	(2)	425
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	219 707	111 934

3.5 Produits et charges des autres activités

(en milliers d'euros)	30.06.2014		30.06.2013 Retraité	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits rétrocedés, charges refacturées, transfert de charges	13 807	0	17 836	0
Autres produits et charges divers d'exploitation	122 131	(144 890)	48 566	(80 636)
Produits et charges d'assurance	342 140	(239 474)	286 966	(196 024)
Provisions aux autres charges d'exploitation	8 529	(28 379)	8 811	(7 359)
Produits et charges des autres activités	486 607	(412 743)	362 179	(284 019)
Produits et charges nets des autres activités	73 864		78 160	

3.6 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013 Retraité
Frais de personnel	(209 863)	(189 059)
Impôts et taxes	(46 664)	(42 845)
Services extérieurs	(1 886 127)	(1 901 694)
Autres charges	(70 926)	(69 859)
Autres charges générales d'exploitation	(2 003 717)	(2 014 398)
Charges générales d'exploitation	(2 213 580)	(2 203 457)

Les charges de services extérieurs comprennent notamment les charges liées aux conventions de services entre La Poste et La Banque Postale pour 1 585 M€ au 30 juin 2014. Elles représentaient 1 610 M€ au 30 juin 2013.

Le crédit d'impôt compétitivité de La Banque Postale SA et de ses filiales s'élève à 1,08 M€ au 30 juin 2014. Il est présenté dans les frais de personnel.

Le crédit d'impôt compétitivité des personnels des services financiers de La Poste est enregistré via le groupement dans les charges des conventions de services entre La Banque Postale et La Poste et vient donc réduire le poste des dépenses de services extérieurs. Le montant CICE des personnels des services financiers et de la ligne de conseil bancaire s'élève à 36 M€ contre 24 M€ en juin 2013.

3.7 Coût du risque

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013 Retraité
Dotations aux dépréciations clientèle	(243 459)	(220 988)
Reprises de dépréciations clientèle	217 571	192 057
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations (1)	(107 661)	(36 250)
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	(13 804)	(14 014)
Récupération sur créances amorties	2 747	2 478
Dotations aux dépréciations sur actifs financiers en souffrance	0	0
Reprises de dépréciation sur actifs financiers en souffrance	0	8
Dotations / reprises aux autres dépréciations (1)	72 701	(929)
Coût du risque	(71 905)	(77 638)

(1) Au 30 juin 2014, le premier fond avec garantie du capital est venu à échéance en janvier 2014 sans impact sur le résultat (cf. 2.15 Provisions)

3.8 Impôts sur les bénéfices et impôts différés

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013 Retraité
Impôts courants	(205 941)	(156 753)
Impôts différés	22 689	6 877
Impôts	(183 252)	(149 876)

Les impôts différés sont constatés au taux de 38% pour les différences temporaires se dénouant en 2015. Le taux est de 34,43% pour les différences temporaires se dénouant ultérieurement.

Analyse de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30.06.2014		30.06.2013 Retraité	
Résultat net part de groupe	380 203		364 850	
Part des intérêts minoritaires	15 775		15 875	
Quote-part de résultat des mises en équivalence	(114 065)		(110 771)	
Ecart d'acquisition	(285)		(8 745)	
Charge d'impôt	183 252		(149 876)	
Résultat comptable avant impôt	464 880	38,00%	411 084	36,10%
Charge d'impôt théorique	(176 654)		(148 401)	
Effets des différences permanentes	(11 144)	-2,40%	(4 905)	-1,19%
Effets des taux d'imposition	12 214	2,63%	9 560	2,33%
Effet de l'imposition des dividendes	(3 824)	-0,82%	(2 573)	-0,63%
Autres effets	(3 843)	-0,83%	(3 557)	-0,87%
Charge d'impôt comptabilisée	(183 252)	-39,42%	(149 876)	-36,46%

NOTE 4 ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

Valeur contractuelle des engagements donnés et reçus :

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013 retraité
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
En faveur d'établissement de crédit	200 561	304 659
En faveur de la clientèle	20 062 509	20 196 611
Total des engagements de financement donnés	20 263 070	20 501 270
Reçus d'établissements de crédit	3 863 209	3 316 501
Reçus de la clientèle	200 154	970 001
Total des engagements de financement reçus	4 063 363	4 286 502
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
En faveur d'établissement de crédit	395 491	412 168
En faveur de la clientèle (1)	2 989 934	3 277 865
Total des engagements de garantie donnés	3 385 425	3 690 033
Reçus d'établissements de crédit	29 767 571	29 516 173
Reçus de la clientèle	8 758 080	8 542 797
Total des engagements de garantie reçus	38 525 651	38 058 970
ENGAGEMENTS SUR TITRES		
Titres à livrer	2 472 058	2 074 800
Total des engagements donnés sur titres	2 472 058	2 074 800
Titres à recevoir	472 324	236 029
Total des engagements reçus sur titres	472 324	236 029
AUTRES ENGAGEMENTS		
Autres engagements donnés	6 756 429	5 029 107
Total des autres engagements donnés	6 756 429	5 029 107

(1) Y compris les garanties de capital et de performance accordées aux détenteurs de parts d'OPCVM générées par les entités du Groupe.

NOTE 5 JUSTE VALEUR RELATIVES AU BILAN

5.1 Juste valeur d'éléments du bilan comptabilisés au coût amorti

Le tableau ci-dessous indique la juste valeur d'éléments du bilan comptabilisés au coût amorti.

(en milliers d'euros)	30.06.2014		31.12.2013 Retraité	
	Montant au bilan	Juste valeur	Montant au bilan	Juste valeur
ACTIF				
Prêts et créances sur les établissements de crédits	87 000 181	87 240 464	82 893 845	83 102 114
Prêts et créances sur la clientèle	63 143 907	66 576 143	59 212 206	61 640 876
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	29 555 917	33 341 407	32 265 882	34 591 517
PASSIF				
Dettes envers les établissements de crédit	17 497 658	17 849 487	14 757 450	14 840 476
Dettes envers la clientèle	168 166 206	168 188 983	166 885 651	166 905 122
Dettes représentées par un titre	7 097 982	7 365 731	4 300 424	4 307 334
Dettes subordonnées	2 434 056	2 546 114	1 629 315	1 677 450

Juste valeur des crédits

Le périmètre retenu est l'ensemble des crédits tirés et inscrits au bilan de La Banque Postale. Les crédits accordés mais non encore tirés ne sont pas pris en compte : l'hypothèse retenue étant que comme leur taux venait d'être fixé, leur valeur ne devait pas s'éloigner du nominal prêté.

Les principales hypothèses sous-jacentes à la détermination de la juste valeur sont les suivantes pour les types de crédits commercialisés par la banque :

- La juste valeur des découverts sur comptes à vue est présumée correspondre à l'encours comptable en raison de leur faible durée (obligation pour le client de redevenir créancier en moins d'un mois).
- La juste valeur des crédits est déterminée sur base de modèles internes consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêts sur la durée restant à courir actualisés sur la base des taux de cessions internes.

Juste valeur des dépôts

Les principales hypothèses sous-jacentes au calcul sont les suivantes :

- Pour les dépôts dont le taux de rémunération est administré, les Livrets B, Livrets Jeune, les Plans d'épargne Populaire et les comptes à terme, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable de l'encours.

- La juste valeur des dépôts à vue est présumée correspondre à la valeur comptable de l'encours nette de la valeur pied de coupon des swaps en couverture des dépôts à vue (via l'option « carve out »).

Instruments de dettes détenus ou émis

La juste valeur des instruments financiers cotés correspond au cours de cotation à la clôture. La juste valeur des instruments financiers non cotés est déterminée par actualisation des flux futurs au taux du marché en vigueur à la date de clôture.

Tous ces instruments sont considérés comme de niveau 2, les paramètres les plus significatifs au regard de la valeur de marché de ces instruments étant considérés comme observables indirectement.

5.2 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisée au bilan

Les instruments financiers sont présentés dans la note 5.2 selon trois niveaux en fonction d'un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et paramètres utilisés pour leur valorisation :

- Niveau 1 : Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques.
Il s'agit notamment des actions cotées et des dérivés sur marchés organisés (futurs, options...).
- Niveau 2 : Instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif et le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).
Il s'agit d'instruments dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables et des modèles standards ou des instruments qui sont valorisés en se référant à des instruments similaires cotés sur un marché actif. Ce classement concerne les swaps de taux, caps, floors...
- Niveau 3 : Instruments valorisés à l'aide de données qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).
Il s'agit principalement des titres de participation non cotés.

La valeur de marché des titres de participation non cotés classés en titres disponibles à la vente est déterminée par référence à certains critères tels que l'actif net, les perspectives de rentabilité et l'actualisation de cash flows futurs. Les titres de participation non consolidés dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable sont évalués au coût.

Le prix coté dans le cadre d'un actif détenu ou d'un passif à émettre est généralement le prix offert à la vente (bid) et le prix offert à l'achat (ask) lorsqu'il s'agit d'un passif détenu ou d'un actif à acquérir.

Actifs financiers

(en milliers d'euros)	30.06.2014			31.12.2013 Retraité		
	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
Effets publics et valeurs assimilées	128 200	0	0	104 912	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 083 644	6 779 286	0	1 719 006	3 378 019	0
Actions et autres titres à revenu variable	51 925	0	0	51 253	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	2 263 769	6 779 286	0	1 875 171	3 378 019	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par le résultat	0	0	0			
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	187 012	0	0	117 972	0
Instruments dérivés de cours de change	0	1 002	0	0	2 823	0
Instruments dérivés sur actions et indices	0	6 883	0	0	6 969	0
Dérivés de transaction	0	194 897	0	0	127 764	0
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	615 767	0	0	128 963	0
Instruments dérivés de couverture de juste valeur	0	615 767	0	0	128 963	0
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	88 828	0	0	92 307	0
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	0	88 828	0	0	92 307	0
Effets publics et valeurs assimilées	1 267 392	35 943	0	2 049 446	36 057	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 052 563	453 287	0	9 283 448	121 227	0
Actions et autres titres à revenu variable	797 691	323 866	110 179	1 175 889	0	0
Titres de participation non consolidés	0	0	126 301	0	0	126 632
Actifs financiers disponibles à la vente	11 117 647	813 096	236 480	12 508 783	157 284	126 632

Transferts du niveau 1 vers le niveau 2 : 674,8 M€ (suite à l'affinement de la procédure sur la hiérarchie de juste valeur) et 10,1 M€ (passage en Mark-to-Model d'un titre à revenu fixe)

Transferts du niveau 1 vers le niveau 3 : 97,3 M€ (suite à l'affinement de la procédure sur la hiérarchie de juste valeur)

Passifs financiers

(en milliers d'euros)	30.06.2014			31.12.2013 Retraité		
	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	5 761	0
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	0	0	0	0	5 761	0
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	189 481	0	0	73 432	0
Instruments dérivés de cours de change	0	1 420	0	0	6 266	0
Autres instruments dérivés	0	23 132	0	0	20 373	0
Instruments dérivés sur actions et indices	0	17 686	0	0	11 989	0
Instruments dérivés de transaction	0	231 719	0	0	112 060	0
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	389 694	0	0	371 549	0
Instruments dérivés de couverture de juste valeur	0	389 694	0	0	371 549	0

Transferts du niveau 1 vers le niveau 2 : néant

Transferts du niveau 2 vers le niveau 1 : néant

Evaluations de la juste valeur relevant du niveau 3 : rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture

(en milliers d'euros)	30.06.2014					
	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur sur option par le résultat	Dérivés de transaction	Instruments dérivés de couverture	Actifs financiers disponibles à la vente	Total
OUVERTURE					126 632	126 632
Total gains et pertes enregistrés en résultat						0
Total gains et pertes enregistrés en capitaux propres					(657)	(657)
Achats					12 885	12 885
Ventes						0
Emissions					300	300
Remboursements						0
Transfert vers ou hors niveau 3					97 294	97 294
Transfert dans le "niveau 3"						0
Autres mouvements					26	26
CLOTURE					236 480	236 480
Total des gains et pertes enregistrés en résultat pour des actifs détenus au 30/06/2014						

Les actifs financiers disponibles à la vente évalués à la juste valeur relevant du niveau 3 sont des titres de participation non consolidés qui n'ont pas de prix de marché, ainsi que des titres à revenu variable (principalement des FCPR et FCPI).

Evaluations de la juste valeur relevant du niveau 3 : profits et pertes de la période comptabilisés en résultat

Néant

NOTE 6 INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe La Banque Postale est structuré autour des pôles suivants :

- **La banque de détail** regroupe les activités de La Banque Postale, des SCI CRSF Métropole, CRSF Dom et Tertiaire Saint Romain qui portent les immeubles d'exploitation de la Banque, de La Banque Postale Financement, d'Easybourse, de La Banque Postale Crédit aux Entreprises, de La Banque Postale Collectivités Locales, de La Banque Postale Home Loan SFH, de BPE, de la SOFIAP ainsi que la holding SF2 et le FCT Elise 2012.

- **Le pôle assurance** se compose du groupe CNP Assurances, LBP Prévoyance, La Banque Postale Assurance Santé, La Banque Postale Assurances IARD, LBP Conseil en Assurances et Sopassure.

- **La gestion d'actifs** avec le groupe La Banque Postale Asset Management, La Banque Postale Structured Asset Management, Tocqueville Finance Holding, Tocqueville Finance SA et La Banque Postale Gestion Privée.

L'activité du Groupe est réalisée en France à l'exception des filiales étrangères de CNP Assurances.

Les transactions, intra ou inter secteurs sont conclues à des conditions commerciales de marché.

6.1 Résultat par secteurs d'activité

Résultat net par secteurs d'activité au 30 juin 2014 (hors coût de rémunération des fonds propres par secteur)

(en milliers d'euros)	Banque de détail	Assurance	Gestion d'actifs	Total
PRODUIT NET BANCAIRE	2 678 042	100 574	75 659	2 854 275
Charges générales d'exploitation	(2 132 917)	(44 838)	(35 825)	(2 213 580)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(100 945)	(1 590)	(1 230)	(103 765)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	444 180	54 146	38 604	536 930
Coût du risque	(67 178)	(4 727)	0	(71 905)
RESULTAT D'EXPLOITATION	377 002	49 419	38 604	465 025
Quote part de résultat MEE	0	114 065	0	114 065
Gains et pertes sur autres actifs	(145)	0	0	(145)
Écarts d'acquisition	285	0	0	285
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	377 142	163 484	38 604	579 230
Impôts sur les bénéfices	(146 654)	(23 552)	(13 046)	(183 252)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	230 488	139 932	25 558	395 978
Intérêts minoritaires	6 729	8 877	168	15 775
RESULTAT NET PART DU GROUPE	223 759	131 054	25 390	380 203

Résultat net Retraité par secteurs d'activité au 30 juin 2013 (hors coût de rémunération des fonds propres par secteur)

(en milliers d'euros)	Banque de détail	Assurance	Gestion d'actifs	Total
PRODUIT NET BANCAIRE	2 628 350	91 377	66 593	2 786 319
Charges générales d'exploitation	(2 136 485)	(36 882)	(30 090)	(2 203 457)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(91 615)	(1 325)	(835)	(93 775)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	400 250	53 170	35 668	489 087
Coût du risque	(73 586)	(4 071)	19	(77 638)
RESULTAT D'EXPLOITATION	326 664	49 099	35 687	411 449
Quote part de résultat MEE	0	110 770	0	110 770
Gains et pertes sur autres actifs	(365)	0	0	(365)
Ecart d'acquisition	639	8 106	0	8 745
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	326 938	167 975	35 687	530 600
Impôts sur les bénéfices	(116 842)	(21 996)	(11 038)	(149 876)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	210 096	145 979	24 649	380 724
Intérêts minoritaires	4 419	8 532	2 924	15 875
RESULTAT NET PART DU GROUPE	205 677	137 447	21 725	364 850

NOTE 7 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

SOCIETES	Nationalité	Méthode (1)	Mouvements	% Contrôle	% Intérêt	Méthode	% Contrôle	% Intérêt
				30.06.2014	30.06.2014	31.12.2013 Retraité	31.12.2013 Retraité	31.12.2013 Retraité
Banque de détail								
LA BANQUE POSTALE	Française	MERE	-	100,00	100,00	MERE	100,00	100,00
SCI CRSF DOM (2)	Française	GLOB	-	99,94	99,94	GLOB	99,94	99,94
SCI CRSF METROPOLE (2)	Française	GLOB	-	99,99	99,99	GLOB	99,99	99,99
SCI TERTIAIRE SAINT ROMAIN (2)	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
SF2	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT	Française	GLOB	-	65,00	65,00	GLOB	65,00	65,00
LA BANQUE POSTALE CREDIT ENTREPRISES	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
EASYBOURSE	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
FCT ELISE 2012	Française	GLOB	-	95,00	95,00	GLOB	95,00	95,00
BPE	Française	GLOB	-	99,99	99,99	GLOB	99,99	99,99
LA BANQUE POSTALE COLLECTIVITES LOCALES	Française	GLOB	-	65,00	65,00	GLOB	65,00	65,00
LA BANQUE POSTALE HOME LOAN SFH	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
SOFIAP	Française	GLOB	Entrée	66,00	66,00	-	-	-
Assurance								
GROUPE CNP ASSURANCES	Française	EQUI	-	36,25	20,15	EQUI	36,25	20,15
LA BANQUE POSTALE PREVOYANCE	Française	GLOB	-	50,00	50,00	GLOB	50,00	50,00
LA BANQUE POSTALE CONSEIL EN ASSURANCES	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
SOPASSURE	Française	CONJ	-	50,02	50,02	CONJ	50,02	50,02
LA BANQUE POSTALE ASSURANCES IARD	Française	GLOB	-	65,00	65,00	GLOB	65,00	65,00
LA BANQUE POSTALE ASSURANCES SANTÉ	Française	GLOB	-	65,00	65,00	GLOB	65,00	65,00
Gestion d'actifs								
LA BANQUE POSTALE GESTION PRIVEE	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
LA BANQUE POSTALE STRUCTURED ASSET MANAGEMENT	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
OFC FINANCE	Française	NI	T UP	-	-	GLOB	100,00	100,00
TOCQUEVILLE FINANCE HOLDING	Française	GLOB	-	92,52	92,52	GLOB	92,52	92,52
TOCQUEVILLE FINANCE SA	Française	GLOB	-	99,89	92,42	GLOB	99,89	92,42

(1) Méthodes de consolidation :

GLOB : Intégration globale

EQUI : Mise en équivalence

CONJ : Contrôle conjoint comptabilisé pour la quote-part des actifs, passifs et résultats détenus

NI : Non intégré

(2) SCI détenant les immeubles d'exploitation de la banque

La Banque Postale S.A.

Siège social : 115, rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06

Capital social : €3 413 734 750

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

Période du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société La Banque Postale S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.2 – « Normes et interprétations appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2014 » et 1.5 – « Impact de l'application des nouvelles normes IFRS 10 et IFRS 11 » qui exposent l'incidence de la mise en œuvre de ces nouvelles normes sur les comptes du Groupe.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 juillet 2014

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Isabelle Goalec
Associée

Neuilly-sur-Seine, le 30 juillet 2014

PricewaterhouseCoopers Audit

Agnès Hussherr
Associée

V Informations complémentaires

V.1 Statuts

Aucun changement des statuts depuis le 13 décembre 2013. Les statuts sont disponibles dans le chapitre 8 du Document de Référence 2013.

V.2 Changements significatifs

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des États financiers vérifiés ont été publiés et en particulier depuis la signature du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés en date du 20 février 2014.

V.3 Accessibilité du Document de Référence au public

Tous les documents mis à la disposition du public dans les conditions légales peuvent être consultés au siège de La Banque Postale, 115 rue de Sèvres, 75275 Paris Cedex 06. Les documents de référence de La Banque Postale sont également disponibles sur le site Internet www.labanquepostale.fr.

V.4 Perspectives

Le deuxième semestre 2014 verra la mise en place de l'École de la Banque et du Réseau. L'École sera chargée de la montée en compétences des postières et des postiers, couvrira tous les métiers et proposera des formations certifiantes, diplômantes ou qualifiantes. La première promotion devrait voir le jour dès l'automne 2014 pour accompagner les premières vagues de responsables clientèle Pro.

Au deuxième semestre 2014, La Banque Postale s'engage particulièrement envers la clientèle des professionnels, avec l'ambition de développer ce marché en capitalisant notamment sur leur proximité avec le réseau des bureaux de poste.

Le 18 juillet 2014, La Banque Postale et le Réseau La Poste ont finalisé le rapprochement de leurs lignes de management commercial. Cette nouvelle organisation permet de soutenir et d'accélérer la dynamique commerciale actuelle de la Banque sur le marché des particuliers et favorisera son développement à venir sur le marché des professionnels. Cette adaptation de l'organisation du groupe s'inscrit pleinement dans le cadre du plan stratégique « La Poste 2020: Conquérir l'Avenir ».

Enfin, La Banque Postale déploiera progressivement à la rentrée son offre de paiement mobile sans contact basée sur la technologie NFC.

VI Responsables du contrôle des comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers

92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

1, cours Valmy

92923 Paris-La Défense Cedex

PriceWaterhouseCoopers Audit (642010045 RCS Nanterre) et **KPMG Audit** (775726417 RCS Nanterre) sont enregistrés comme commissaires aux comptes, membres de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du Haut Conseil du commissariat aux comptes.

VII Responsable de l'actualisation du document de référence

M. Rémy Weber, Président du Directoire,

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section VIII, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, KPMG Audit et PricewaterhouseCoopers Audit, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et de la présente actualisation.

Fait à Paris, le 01 août 2014,

Le Président du Directoire,

Rémy Weber

VIII Table de concordance de l'actualisation du document de référence

Table de concordance (Annexe 1 du règlement européen 8009/2004)		Rubriques Annexe 1 du règlement européen 8009/2004
Actualisation du Document de Référence	Page	
Personnes responsables	71	1
Contrôleurs des comptes	70	2
Informations financières sélectionnées		3
Informations financières historiques		3.1
Informations financières intermédiaires	21-66	3.2
Facteurs de risque	13-20	4
Informations concernant l'émetteur		5
Histoire et évolution de la société	1	5.1
Investissements	42-45	5.2
Aperçu des activités		6
Principales activités	1	6.1
Principaux marchés	-	6.2
Evénements exceptionnels	-	6.3
Dépendance éventuelle	-	6.4
Eléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	-	6.5
Organigramme		7

Description sommaire	2	7.1
Liste des filiales importantes	2 ;42	7.2
Propriétés immobilières, usines et équipements		8
Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	22	8.1
Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	-	8.2
Examen de la situation financière et du résultat		9
Situation financière	1-11	9.1
Résultat d'exploitation	1-11	9.2
Trésorerie et capitaux		10
Capitaux de l'émetteur	24	10.1
Source et montant des flux de trésorerie	26	10.2
Conditions d'emprunt et structure financière	21-66	10.3
Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur	NA La Banque Postale n'est exposée à aucuns covenants.	10.4
Source de financement attendue	-	10.5
Recherche et développement, brevets et licences	-	11
Informations sur les tendances	67	12

Prévisions ou estimations du bénéfice	Néant	13
Organes d'administration, de direction de surveillance et direction générale		14
Organes d'administration et de direction	-	14.1
Conflit d'intérêt a niveau des organes d'administration et de direction	-	14.2
Rémunération et avantages		
Montant de la rémunération versée et avantages en nature	-	15.1
Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	-	15.2
Fonctionnement des organes de direction		16
Date d'expiration des mandats actuels	-	16.1
Contrat de service liant les membres des organes d'administration	-	16.2
Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	-	16.3
Gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur	-	16.4
Salariés		17
	Nombre de salariés	1
Participation et stock options	-	17.2
Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur	-	17.3
Principaux actionnaires		18

Actionnaires détenant plus de 5% du capital social	-	18.1
Existence de droits de vote	-	18.2
Contrôle de l'émetteur	-	18.3
Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle	-	18.4
Opération avec des apparentés	-	19
Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		20
Informations financières historiques	21-66	20.1
Informations financières pro forma	NA	20.2
Etats financiers	21-66	20.3
Vérification des informations financières annuelles	-	20.4
Date des dernières informations remontées	30 juin 2014	20.5
Informations financières intermédiaires et autres	21-66	20.6
Politique de distribution des dividendes	-	20.7
Procédures judiciaires et d'arbitrage	19-20	20.8
Changement significatif de la situation financière ou commerciale	69	20.9
Informations complémentaires		21

Capital social	-	21.1
Actes constitutifs et statuts	69	21.2
Contrats importants	-	22
Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		23
Processus d'établissement des informations sociales et environnementales	-	23.1
Documents accessibles au public	69	24
Informations sur les participations	49	25
Evénements importants survenus entre la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion a été fait (article L 232-1 al. 2 du code de commerce)	69	
Tableaux des cinq derniers exercices	-	
Information relative aux données non financières sociales et environnementale	-	
Rapport de gestion		
Analyse des résultats, de la situation financière, des risques et liste des délégations en matière d'augmentation du capital de la société mère et de l'ensemble consolidé	1-11	
Information requise susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique (article L. 225-100-3 du code de commerce)	-	
Charges fiscalement non déductibles	-	
Honoraires des CAC	-	
Informations relatives aux rachats d'actions (alinéa 2 de l'article L. 225-211 du code de commerce)	-	
Rapport du Président sur les travaux du conseil de surveillance et les procédures de contrôle interne	-	
Prise de participation sur l'exercice, article L. 233-6	-	
Evénements importants survenus entre la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion a été fait, article L 232-1 al. 2 du code de commerce	69	
Tableaux des cinq derniers exercices	-	
Information relative aux données non financières sociales et environnementale	-	

IX Table de concordance du rapport financier semestriel

« En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers ».

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	N° de page
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	71
RAPPORT D'ACTIVITE	1-11
• Principaux évènements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice	3
• Principaux risques et incertitudes	13-20
• Principales transactions entre parties liées	-
COMPTES CONSOLIDES	22-66
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013	67-68